

IV. LE DÉVELOPPEMENT DES TRADITIONS RADICALES DE GAUCHE DANS LA RÉVOLUTION ALLEMANDE DE 1918-1919 : LA PHASE DE L'UNITÉ D'ACTION DES RADICAUX DE GAUCHE

1. La victoire de la tendance communiste de gauche au Congrès constitutif du KPD(S)

L'exposé précédent des fondements du communisme de gauche et du syndicalisme révolutionnaire entre 1890 et 1918 ne pouvait pas se restreindre à l'analyse des conflits d'organisation immanents, étant donné que les deux traditions radicales de gauche restèrent – même dans le cas d'une autonomisation organisationnelle – de purs épiphénomènes de la social-démocratie allemande; elles ne jouèrent aucun rôle politique. Déjà pendant la première guerre mondiale, elles commencèrent pourtant, dans l'opposition et du fait de l'opposition à la politique de "paix civile" du SPD, à constituer – même s'il était de peu d'importance dans un premier temps – un facteur politique. Le puissant développement ultérieur des deux traditions radicales après le bouleversement de novembre 1918 augmenta leur importance politique à l'intérieur de la fraction révolutionnaire de la classe ouvrière allemande. Sitôt que ces traditions ne sont plus isolées de façon sectaire, à l'écart des événements de la politique quotidienne, mais qu'elles agissent et souffrent dans le champ de forces politique, leur perspective organisationnelle et sociologique a besoin d'être élargie par la description des conditions économiques et sociales de leur développement. L'autonomisation organisationnelle, la consolidation puis la désintégration, des deux tendances radicales de gauche réunies dans le KAPD, l'AAUD et la FAUD, qui s'accomplirent entre la Révolution de Novembre et la fin de la période d'inflation, sont largement des reflets de l'évolution économique et sociale d'ensemble en Allemagne, en d'autres termes : des reflets du cours du développement de la révolution allemande.

Le bouleversement politique du 9 novembre 1918 ne fut pas voulu par la majorité de la social-démocratie; il fut certainement voulu mais non fomenté par les radicaux de gauche; il fut le résultat du soulèvement spontané des ouvriers et des soldats contre une guerre qui paraissait de plus en plus insensée et contre la misère matérielle qu'elle avait entraînée¹. Après la fin de la guerre et l'effondrement de la monarchie, cette révolte, du point de vue radical de gauche, se transforma bientôt, sous le gouvernement de la social-démocratie de la majorité et des Indépendants, en une « révolution de social-politiciens demandant la paix »². La lutte des radicaux de gauche pour l'extension des organes spontanément établis de la révolution, à savoir les conseils ouvriers et de soldats, fut déjà réglée lors de la Conférence d'Empire des conseils ouvriers et de soldats en décembre 1918, laquelle se prononça en faveur du système

¹ Voir à ce sujet : Arthur Rosenberg, *Entstehung der Weimarer Republik* [La naissance de la République de Weimar], p. 202. Voir depuis peu le résumé remarquable de la discussion autour du caractère de la Révolution de Novembre chez : Peter von Oertzen, *opus cité*, p. 51 sq.

² Voir Arthur Rosenberg, *Geschichte der Weimarer Republik* [Histoire de la République de Weimar] ; voir son analyse de la politique du conseil des délégués du peuple, p. 27 sq.

bourgeois-parlementaire, c'est-à-dire de l'Assemblée nationale. Dans la situation encore directement révolutionnaire du 15 novembre 1918, la Commission générale des "syndicats libres" engageait déjà la communauté de travail dans des négociations avec les syndicats patronaux. Le gouvernement social-démocrate majoritaire d'Ebert se crut obligé, déjà à la fin de 1918, d'appeler à l'aide des officiers de l'ancienne armée impériale contre une division en révolte de la marine populaire. Il devint bientôt évident que peu de choses avaient changé dans la structure réelle du pouvoir en Allemagne : aussi bien l'économie et l'armée que l'appareil de l'administration et de la justice de l'Allemagne wilhelminienne restèrent pour l'essentiel conservés. Le système politique de la monarchie s'était écroulé, et à sa place, sous un gouvernement social-démocrate, c'est un système bourgeois-démocratique qui était sur le point de s'établir. En décembre 1918, la grande majorité de la classe ouvrière, qui était derrière le SPD, était prête à se contenter de ce système. La petite minorité des radicaux de gauche s'efforçait, avec le mot d'ordre : "De la révolution bourgeoise à la révolution prolétarienne!", de parvenir au tout prochain pas de la révolution sociale, avec des conceptions du but à atteindre qui étaient différentes dans le détail. Ce rapport de forces se modifia considérablement au cours des mois suivants. Le 29 décembre 1918, les représentants de l'USP se retirèrent du gouvernement du Conseil des délégués du peuple, qui existait depuis le 10 novembre, en guise de protestation contre l'attitude d'Ebert et de Scheidemann vis-à-vis des combats menés contre la division de la marine populaire. Ils voyaient dans les sociaux-démocrates de la majorité des prisonniers de la contre-révolution militaire³. Dans l'évolution ultérieure, le gouvernement du SPD, avec sa violente politique de répression, représentée par Noske, contre les insurgés prolétariens, devint de plus en plus dépendant des officiers impériaux; de l'autre côté, et en réaction à ce phénomène, débuta dans la classe ouvrière allemande « un rapide exode de masse vers la gauche »⁴. En raison de la dégradation croissante de la situation économique, la grande foule des travailleurs qui n'étaient pas organisés jusqu'alors se politisa, et, déchaînée par l'"insurrection de Spartacus" en janvier 1919 et son écrasement brutal, il y eut jusqu'en avril 1919 une série de grèves de masse et de combats armés dans tout l'Empire, qui se brisa au début de mai avec la fin de la République des conseils de Bavière. Durant cette phase, l'afflux d'adhérents vers les groupes radicaux de gauche, qui avait déjà commencé pendant la guerre, s'accrut encore davantage. En plus de l'USPD, les groupes radicaux de gauche profitèrent également de cet exode de masse vers la gauche; ici comme dans leur évolution ultérieure, ces tendances traditionnellement disparates sont soumises aux mêmes normes sociologiques et manifestent largement des phénomènes analogues de consolidation et de dégénérescence. Dans la première phase de développement, caractérisée par des grèves de masse et des insurrections armées, de la Révolution allemande, de novembre 1918 jusqu'en mai 1919, les partisans de la tradition récente et de la tradition ancienne du radicalisme de gauche allemand luttèrent côte à côte sous les mêmes mots d'ordre; c'est la phase d'unité d'action radicale de gauche. La "Fédération Libre des Syndicats Allemands" recommanda en décembre 1918 à ses membres d'adhérer à l'un des partis situés à gauche; les ISD, qui prirent le nom de "Internationale Kommunisten Deutschlands" (IKD) à partir de novembre 1918, fusionnèrent avec le Groupe-"Spartacus" au tournant de l'année 1918-19 pour former le "Kommunistische Partei Deutschlands (Spartacusbund)" [Parti Communiste d'Allemagne (Ligue Spartacus)].

N'étant plus soumise aux restrictions de l'illégalité, favorisée par l'exode de masse de la classe ouvrière vers la gauche et par la situation révolutionnaire, la consolidation organisationnelle des deux traditions radicales de gauche avait fait des progrès considérables après le 9 novembre 1918. La Ligue-"Spartacus" et les ISD n'étaient encore jusqu'à présent

³ Voir Arthur Rosenberg, *Geschichte der Weimarer Republik*, p. 48 sq.

⁴ Heinrich Ströbel, *Die deutsche Revolution* [La Révolution allemande], p. 102 ; le nombre de membres de l'USPD radicalisé passa de 100 000 en novembre 1918 à 300 000 en février 1919.

« que des fédérations de groupes locaux, qui existaient dans presque toutes les grandes villes, mais pas des partis »⁵. Mais les deux groupes s'étaient quelque peu rapprochés du but de constituer leur propre organisation dans les mois de novembre et de décembre 1918. Le 23 novembre 1918, le chef-lieu brémois des ISD accepta une requête de Johann Knief qui proposa le changement d'appellation du mouvement en "Internationale Kommunisten Deutschlands"⁶. À côté de la "Arbeiterpolitik", il parut à Brême à partir du 27 novembre 1918 le quotidien "Der Kommunist", comme feuille volante des IKD, qui fut rédigé par Knief au cours des premiers mois et qui continua de paraître de janvier à avril 1920 sous le nom de "Organe du Parti Communiste d'Allemagne". Werner Möller⁷, le collaborateur le plus zélé de la "Arbeiterpolitik" aux côtés de Johann Knief, et qui était auparavant déjà membre du groupe des "Lichtstrahlen", fut actif à Berlin pour les IKD. À Dresde, parut de même à partir de novembre 1918, une feuille volante des IKD sous le nom de "Der Kommunist", lequel fut publié à partir de janvier 1919 comme organe du KPD(S), et d'avril 1920 jusqu'en 1921 comme organe du KAPD. Le 1^o décembre 1918, se tint à Dresde une grande Assemblée constitutive des IKD de Saxe au cours de laquelle Otto Rühle apparut dans un rôle dirigeant. Les IKD semblèrent se consolider à l'échelle de l'Empire. Les radicaux de gauche de Hambourg regroupés autour de Laufenberg et de Wolffheim, qui n'avaient pas pris l'étiquette d'ISD durant la guerre, se solidariserent en novembre 1918 avec les IKD.

Dans la nouvelle phase de combats armés après le 9 novembre, la solidarité de toutes les tendances radicales de gauche se produisit presque spontanément; de même entre les IKD et la Ligue-"Spartacus". Le "Kommunist" de Brême écrivit le 5 décembre 1918 : « Nous sommes d'accord sans réserve avec les actions révolutionnaires de la Ligue-"Spartacus", avec la méthode de lutte qui les sous-tend, et qui est celle du bolchevisme, et avec leur exécution. Nous continuerons d'apporter toutes nos forces pour les soutenir partout par des actions semblables »⁸. Mais les contradictions, qui s'étaient exprimées durant les années de guerre, continuaient à exister dans la discussion des questions tactiques. Comme la Ligue-"Spartacus", les ISD avaient donné, le 9 novembre, le mot d'ordre de "Tout le pouvoir aux conseils!"⁹. Comme la Ligue-"Spartacus", ils étaient convaincus que le 9 novembre n'était que le premier pas de la révolution sociale¹⁰ : Pannekoek écrivait le 23 novembre que l'on avait dit à juste raison de la Révolution russe de 1905 qu'elle avait été une révolution bourgeoise exécutée par le prolétariat avec des moyens prolétariens; c'était la même chose pour la Révolution allemande; elle avait obtenu la démocratie bourgeoise par la force de masse du prolétariat¹¹. Mais contrairement à la Ligue-"Spartacus", les IKD ne pensaient pas que les conseils ouvriers et de soldats qui s'étaient constitués pouvaient être le véhicule de la révolution; puisque les représentants de l'USP étaient partout en majorité dans ces conseils et étant donné qu'ils étaient, en tant que produits du mouvement de masse spontané, « aussi

⁵ Paul Fröhlich, *Rosa Luxemburg*, p. 327.

⁶ Voir à ce sujet le rapport dans : "Der Kommunist, Flugzeitung der Internationalen Kommunisten Deutschlands" 1^o année (1918), n^o 2. Le choix de ce nom a été justifié plus tard ("Kommunist" 1^o année (1918), n^o 10) ainsi : « Le communisme de 1848 opposait la vision du monde du prolétariat au socialisme "vrai" ou "allemand" qui était l'idéologie de la petite bourgeoisie. Le communisme de 1918 oppose le combat du prolétariat au socialisme capitaliste-impérialiste ».

⁷ Voir l'Appendice biographique.

⁸ "Der Kommunist" (Brême), 1^o année (1918), n^o 8.

⁹ Le 9 novembre 1918, l'"Arbeiterpolitik" posait dans un tract adressé au prolétariat allemand les revendications suivantes pour le présent : « Les conseils ouvriers constituent, en liaison avec les conseils de soldats, la base pour la conquête par la force et la prise de contrôle du pouvoir politique. Un Comité d'action élu à partir du conseil ouvrier doit s'emparer, par le biais de sous-commissions, de ce qui était jusqu'à présent du ressort des autorités administratives. La troupe de police doit être immédiatement désarmée et dissoute ». "Arbeiterpolitik", 3^o année (1918), n^o 45.

¹⁰ "Arbeiterpolitik", 3^o année (1918), n^o 47.

¹¹ *Ibidem*.

confus que le mouvement lui-même »¹², les IKD continuaient à considérer que leur tâche principale actuelle était de « créer de la clarté partout »¹³, c'est-à-dire de créer des fronts nets dans le mouvement ouvrier entre les "sociaux-patriotes" (SPD et USPD) et les forces révolutionnaires, telles qu'ils les concevaient. En raison de leur estimation critique des conseils existants¹⁴, la déception que dut être sans aucun doute pour Rosa Luxemburg l'auto-dissolution des conseils ouvriers et de soldats¹⁵, laquelle s'accomplit à la Conférence de décembre à Berlin avec la décision en faveur de la convocation d'une Assemblée nationale, leur fut épargnée.

Le 24 décembre 1918, les IKD tinrent une Conférence d'Empire à Berlin à laquelle avaient été envoyés des délégués de la région côtière, de la Rhénanie, de la Saxe, de la Bavière, du Wurtemberg et de Berlin; la question principale était de savoir si les IKD devaient rester indépendants, ou bien s'ils devaient, malgré les différends qui continuaient à exister avec la Ligue-"Spartacus", se joindre à elle¹⁶. Le même jour, la question de la convocation d'un congrès de parti qui devrait prendre position sur les élections à l'Assemblée nationale, et sur la rupture entre l'USPD et la Ligue-"Spartacus", vint sur le tapis. Karl Radek – l'ex-collaborateur de la "Bremer Bürgerzeitung" radicale de gauche, qui était allé à Moscou en novembre 1917, qui y détenait une position élevée au Ministère des Affaires étrangères, qui revint en Allemagne en décembre 1918 et qui influençait désormais beaucoup la politique allemande de Lénine – fit en sorte que, malgré la résistance de Knief des IKD et de Jogiches de la Ligue-"Spartacus", les IKD invitent la Ligue-"Spartacus" à la fondation d'un parti commun. Bien que Rosa Luxemburg n'ait pas cru elle non plus que le temps soit mûr pour la fondation d'un parti radical de gauche, la majorité de la Ligue-"Spartacus" favorable à la fusion s'imposa¹⁷. Le Congrès constitutif du KPD(S) s'ouvrit le 30 décembre 1918. Johann Knief écrivit le lendemain que l'histoire avait donné raison aux IKD; la Ligue-"Spartacus" était obligée de marcher vers la scission d'avec les Indépendants; « et nous espérons que cette séparation nette lui réussira le plus totalement possible »¹⁸.

Ce n'est sûrement pas sans un certain optimisme de circonstance que Knief ajouta que ce qui demeurerait encore comme divergences concernait essentiellement des questions d'organisation¹⁹. Les divergences organisationnelles et tactiques, qui ressortirent effectivement, dans la discussion du congrès de fusion de la Ligue-"Spartacus" avec les IKD, entre les dirigeants de la Ligue-"Spartacus" et la majorité des délégués, qui appartenait aux IKD, étaient en effet si importantes qu'elles conduisirent durant approximativement les seize mois suivants à des luttes internes d'organisation si rudes qu'elles mirent en définitive parfois en question l'existence du jeune "Parti Communiste d'Allemagne". La querelle concernait trois questions qui étaient d'une importance fondamentale pour l'attitude du KPD(S) dans la révolution. Il s'agissait de la question de l'organisation centraliste ou fédéraliste du parti lui-même, de la question de la participation au travail parlementaire, et donc en fin de compte de la question de savoir si l'on devait travailler pour la révolution à l'intérieur des syndicats existants ou s'il

¹² C'est ce que dit Johann Knief dans : "Arbeiterpolitik", 3^e année (1918), n^o 49.

¹³ Voir "Der Kommunist" (Brême), 1^o année (1918), n^o 5. En ce qui concerne l'exigence cardinale de "clarté", voir aussi "Der Kommunist" (Brême), 1^o année (1918), n^o 6 : *Richtungskämpfe* (Luttes d'orientation), n^o 15 : *Aus der Dresdener revolutionären Bewegung* [À propos du mouvement révolutionnaire de Dresde], n^o 24 ; *Was nun kommt* [Ce qui va arriver maintenant], etc.

¹⁴ Voir en particulier Johann Knief : *Von der bürgerlichen zur proletarischen Revolution* [De la révolution bourgeoise à la révolution prolétarienne], dans : "Arbeiterpolitik", 3^e année (1918), n^o 49.

¹⁵ Voir "Die rote Fahne" (Organ des "Spartakus"-Bundes) 1^o année (1918), n^o 35 ; Rosa Luxemburg : *Selbstmord des Räteskongresses* [Suicide du congrès des conseils].

¹⁶ Voir *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, p. 264.

¹⁷ Voir à ce sujet Werner T. Angress, *opus cité*, p. 22 sq.

¹⁸ Johann Knief : *Spartakus und wir* [Spartacus et nous], dans : "Der Kommunist" (Brême), 2^o année (1919), n^o 1.

¹⁹ *Ibidem*.

fallait construire de nouvelles organisations syndicales²⁰. Ce n'était pas par hasard si c'étaient précisément ces trois ensembles de questions qui figuraient au débat. Comme cela a été montré dans les considérations sur les fondements traditionnels et sociaux du radicalisme de gauche, l'activité parlementaire du SPD, la politique réformiste des "syndicats libres" et le centralisme favorisant la bureaucratie dans les organisations ouvrières, furent, dans les traditions radicales de gauche de provenances diverses, les points de mire communs permanents de la critique – laquelle était justifiée de manière différente si l'on rentre dans le détail –. C'est la façon particulière dont ces questions se manifestèrent lors du Congrès constitutif du KPD(S) qui va être analysée dans ce qui va suivre.

Knief, dans son avant-propos déjà cité au Congrès constitutif, désigna le problème de l'organisation comme le seul point litigieux restant entre les IKD et la Ligue-"Spartacus" : « Sans contester la nécessité d'une centrale, les communistes (c'est-à-dire les IKD, Nda) revendiquent, conformément à la situation révolutionnaire présente, la plus grande autonomie et la plus grande liberté de mouvement pour les organisations locales et provinciales »²¹. C'est dans le même sens que Hugo Eberlein²², le rapporteur de la Ligue-"Spartacus" pour les questions d'organisation, proposa au Congrès : « Les localités doivent conserver une complète liberté pour former leur organisation. Il ne doit pas y avoir une uniformisation venant d'en haut. Chaque organisation doit avoir une totale autonomie. »²³. Après les tendances anti-centralistes dans le mouvement des "Jungen" et l'anti-centralisme de principe des groupes anarchistes et de la "Fédération Libre", mais indépendamment d'eux et en réaction aux phénomènes de bureaucratisation, une vive méfiance contre la direction centrale s'était déjà développée avant la guerre dans les cercles des radicaux de gauche dans le SPD; Borchardt en tira des conséquences radicalement anti-autoritaires pour la construction de l'organisation prolétarienne; les ISD, et donc finalement les IKD, continuèrent cette tradition, tandis qu'il existait, dans la Ligue-"Spartacus" durant la guerre, une aile extrêmement fédéraliste (Liebknecht, Rück) avec laquelle une minorité autour de Rosa Luxemburg ne s'identifiait pas. Mais le fait que les aspirations à l'autonomie locale, une sorte de nouvelle version du "localisme", se soient imposées sans peine au Congrès constitutif du KPD(S), n'était pas dû seulement à la méfiance générale à l'égard des chefs ouvriers; il faut également voir un facteur qui n'est pas insignifiant dans le fait que, dans la situation d'illégalité due à la guerre, les divers centres des radicaux de gauche dans les grandes villes avaient été isolés très largement les uns des autres et qu'ils regimbaient maintenant à abandonner leur autonomie réelle pour se soumettre à une centrale commune. Contrairement à ce que Knief avait supposé, il n'y eut au Congrès constitutif presque aucune opposition vis-à-vis de la revendication des IKD « à la plus grande autonomie et la plus grande liberté de mouvement pour les organisations locales et provinciales ». L'état d'esprit dans les rangs des membres de la Ligue-"Spartacus" correspondait à ce slogan, à un bien plus grand degré qu'il ne l'avait admis. L'élaboration des statuts correspondants fut confiée à une commission chargée du programme et de

²⁰ Voir à ce sujet l'exposé du militant du KAP Bernhard Reichenbach, *Zur Geschichte der KAPD* [L'histoire du KAPD], p. 119 sq.

²¹ "Der Kommunist" (Brême), 2^e année (1919), n^o 1.

²² Hugo Eberlein (1887-1940), dessinateur de profession, a été membre du SPD à partir de 1906, et ensuite du groupe-"Spartacus" durant la guerre ; il a été membre de la Centrale du KPD du 1^o au 5^o Congrès et du 7^o au 10^o ; il a été le seul représentant allemand lors du Congrès constitutif du Komintern en mars 1919 à Moscou ; en 1933, émigration en URSS. Voir Karl H. Tjaden, *Struktur und Funktion der "KPD-Opposition" (KPO). Eine organisationssoziologische Untersuchung zur "Rechts"-Opposition im Deutschen Kommunismus zur Zeit der Weimarer Republik* [Structure et fonction de la "KPD-Opposition" (KPO). Une analyse sociologique d'organisation relative à l'opposition "de droite" dans le communisme à l'époque de la République de Weimar], Meisenheim am Glan 1964, vol. II, p. 114.

²³ "Die rote Fahne", 2^e année (1919), n^o 2. *Bericht über den Gründungsparteitag der Kommunistischen Partei Deutschlands (Spartakusbund) vom 30 Dezember 1918 bis 1. Januar 1919* [Rapport sur le Congrès constitutif du Parti Communiste d'Allemagne (Ligue Spartacus), sans lieu, sans date (Berlin 1919), p. 44.

l'organisation²⁴; le résultat présenté au deuxième Congrès du parti en octobre 1919 concordait encore très largement avec exigences fédéralistes du Congrès constitutif; ce n'est qu'après la scission du KAPD qu'il a été dit dans un rapport au cinquième Congrès du parti d'octobre 1920 : « Après de longues discussions sur le centralisme et le fédéralisme dans l'organisation, le parti s'est prononcé pour le centralisme »²⁵.

L'opinion du Congrès constitutif fut moins unanime pour ce qui concerne la participation de la nouvelle organisation aux élections à l'Assemblée nationale, et donc pour ce qui concerne sa position par rapport au parlementarisme. L'avocat Paul Levi²⁶, membre du SPD depuis son époque lycéenne, puis adhérent de la Ligue-"Spartacus", défenseur au pénal de Rosa Luxemburg et son élève politique, fit, interrompu par de nombreuses manifestations de mécontentement du congrès, un rapport à propos des élections à l'Assemblée nationale, et il se prononça au nom de la direction centrale pour la participation²⁷. La revendication de "Tout le pouvoir aux conseils!" demeurait inchangée; mais il donna à penser que l'Assemblée nationale dominerait peut-être à plus long terme la vie politique en Allemagne; on ne pourra donc pas empêcher « que même nos camarades tournent leur regard vers elle »²⁸. Pour la maintenir éveillée, et pour conquérir les masses indifférentes, l'on doit donc utiliser également cette tribune. Levi ne faisait simplement que paraphraser les réflexions déjà connues avant la guerre de Rosa Luxemburg sur le parlementarisme. Celle-ci le seconda ensuite dans la discussion; elle reprocha aux délégués qui protestaient de faire de leur « radicalisme quelque chose de très confortable »²⁹; les masses n'étaient pas encore mûres pour la prise du pouvoir. La résolution des délégués qui protestaient était en effet une tactique plus simple et plus commode, tandis que sa tactique comptait sur un chemin plus long. « L'action principale est dans la rue. Elle doit partout dominer et triompher. Nous voulons soutenir cette lutte en utilisant aussi la tribune de l'Assemblée nationale »³⁰. Malgré cette intervention, l'état d'esprit du congrès resta anti-parlementaire. Dans le mouvement ouvrier allemand, les courants anti-parlementaires s'étaient jusqu'alors manifestés dans l'opposition des "Jungen" et dans le mouvement anarchiste et syndicaliste révolutionnaire. Avant la guerre, des voix anti-parlementaires étaient perceptibles à l'extrême gauche du SPD, dans l'"Aktion" de Pfemfert et dans les "Lichtstrahlen" de Borchardt; pendant la guerre, on disait par exemple dans les cercles des ISD que le parlementarisme n'avait été jusqu'à présent rien d'autre que « la feuille de vigne de la dégénérescence interne d'un grand parti, utilisé par la société bourgeoise pour la désocialisation du prolétariat »³¹. La possibilité du travail d'explication depuis la tribune parlementaire était encore et toujours accordée dans ce même article. En octobre 1918, un anonyme écrivit, dans la "Arbeiterpolitik" sur la question du parlementarisme, que le système de gouvernement parlementaire aggravait jusqu'à ses dernières conséquences la lutte de classe du prolétariat; « il représente dans l'essence de sa nature une tendance pleine d'harmonie, il prolonge la période de transition du capitalisme au socialisme »³². Ce n'est cependant qu'après

²⁴ *Bericht über den Gründungsparteitag der Kommunistischen Partei Deutschlands (Spartakusbund)*, Berlin, 1919, p. 67 sq.

²⁵ Cité dans : *Der Deutsche Kommunismus, Dokumente hrsg. und kommentiert von Hermann Weber* [Le communisme allemand. Documents publiés et commentés par Hermann Weber], Cologne/Berlin 1963, p. 251 sq.

²⁶ Voir l'Appendice biographique.

²⁷ Voir son discours dans : *Bericht über den Gründungsparteitag der KPD(S)*, p. 9sq. ; "Die rote Fahne", 1^o année (1918), n^o 4/5.

²⁸ *Bericht über den Gründungsparteitag der KPD(S)*, p. 10.

²⁹ "Die rote Fahne", 1^o année (1918), n^o 45. *Bericht über den Gründungsparteitag der KPD(S)*, p. 11.

³⁰ *Ibidem*. Est révélateur de l'ambiance du Congrès le détail selon lequel Rosa Luxemburg, d'après le procès-verbal, a été saluée par « de vifs applaudissements », mais elle ne récolta, après son intervention relative à la participation aux élections, que de « faibles applaudissements ».

³¹ "Arbeiterpolitik", 3^o année (1918), n^o 23.

³² "Arbeiterpolitik", 3^o année (1918), n^o 43.

qu'il a semblé, du fait de la naissance des conseils ouvriers et de soldats en novembre 1918, qu'il existait la base d'une forme prolétarienne de pouvoir, que l'institution du parlement, liée très étroitement à l'histoire de la domination bourgeoise, fut rejetée totalement et généralement dans les cercles radicaux de gauche. Il apparut bientôt que cet anti-parlementarisme fut conçu de manière beaucoup plus rigoureuse par les IKD que par les chefs de la Ligue-"Spartacus". La "Rote Fahne" avait écrit le 22 novembre 1918 que la convocation de l'Assemblée nationale était simplement un moyen « pour affaiblir la puissance de la classe ouvrière et pour embrouiller sa conscience de classe »³³. Les IKD critiquèrent cette prise de position comme trop générale et inexacte; ils attribuaient à la convocation projetée de l'Assemblée nationale une signification beaucoup plus de principe en interprétant celle-ci comme une tentative « de rétablir la dictature de la bourgeoisie sous une forme démocratique »³⁴. Ils y voyaient « une offensive – et non pas seulement une mesure défensive contre l'assaut du prolétariat »³⁵. Après que la Conférence d'Empire des conseils ouvriers et de soldats, qui s'est tenue du 16 au 20 décembre 1918, s'est prononcée pour l'Assemblée nationale, il y eut un début de changement d'orientation tactique chez les porte-parole intellectuels de la Ligue-"Spartacus" (changement que Johann Knief des IKD accomplit également) du fait qu'ils s'étaient rendu compte de manière plus réaliste que les forces radicales de gauche – trop faibles pour mener des actions révolutionnaires – couraient le danger d'être entièrement écartées des événements politique en cas de non participation aux élections. Rosa Luxemburg défendit tout d'abord le 20 décembre 1918 le point de vue d'une participation aux élections avec l'argument que l'on devait combattre le parlement du dehors *et* du dedans³⁶; Liebknecht se prononça lui aussi, lors du Congrès constitutif, en faveur de la participation, mais il avoua qu'il « irait se coucher comme partisan de l'Assemblée nationale pour se réveiller comme son adversaire »³⁷; Johann Knief avait plaidé pour que l'on combatte l'Assemblée nationale en même temps du dehors et du dedans³⁸; mais puisque les IKD de Brême s'étaient mis d'accord le 20 décembre 1918 contre la participation, il se conforma à leur décision. En revanche, la grande majorité des radicaux de gauche, des membres des IKD aussi bien que de la Ligue-"Spartacus", n'était pas capable de comprendre pourquoi l'on devait se présenter aux élections pour une institution que l'on avait rejetée à l'unanimité très peu auparavant. « Il y a, dans une grande partie de la classe ouvrière allemande, la ferme volonté de boycotter les élections à l'Assemblée nationale »³⁹, constatait Knief le 24 décembre 1918. C'est le chef des IKD de Dresde, Otto Rühle, qui devint – vivement acclamé – le porte-parole de cette partie de la classe ouvrière au Congrès constitutif : une résolution en faveur de l'élection « serait non seulement blâmable, mais suicidaire. Nous n'aiderions qu'à transférer à nouveau la révolution de la rue à l'enceinte du parlement. Pour nous, il ne doit y avoir qu'une seule tâche : le renforcement des conseils ouvriers et de soldats... »⁴⁰. Le vote sur la participation aux élections à l'Assemblée nationale donna 62 voix contre et 23 voix pour; une résolution qui fut révisée ensuite selon les principes directeurs de la centrale de Levi au Congrès de Heidelberg en octobre 1919. Bien que l'anti-parlementarisme dans le jeune KPD(S), qui se manifesta dans ce résultat du vote, ait été bientôt dénoncé globalement par la centrale de Levi comme du "syndicalisme révolutionnaire", l'influence idéologique directe de la "Fédération Libre", c'est-à-dire du syndicalisme révolutionnaire allemand organisé, ne

³³ "Die rote Fahne", 1^o année (1918), n^o 11.

³⁴ "Arbeiterpolitik", 3^o année (1918), n^o 49. : *Kritisches zu Berliner revolutionären Bewegung* [Critiques concernant le mouvement révolutionnaire de Berlin].

³⁵ *Ibidem*.

³⁶ "Die rote Fahne", 1^o année (1918), n^o 35.

³⁷ D'après Paul Fröhlich, *opus cité*, p. 329.

³⁸ Voir "Der Kommunist" (Brême), 1^o année (1918), n^o 24.

³⁹ "Der Kommunist" (Brême), 1^o année (1918), n^o 24.

⁴⁰ "Die rote Fahne", 1^o année (1918), n^o 45 ; *Bericht über den Gründungsparteitag der KPD(S)*, p. 10.

compta sans aucun doute que pour le plus petit des stimuli dans la décision des délégués. La "Fédération Libre" ne s'était précisément reconstituée que quatre jours avant le Congrès constitutif du KPD(S)⁴¹; son organe de presse parut à partir du 14 décembre 1918; la possibilité de l'exercice d'une influence idéologique avait donc été limitée avant tout à l'agitation orale jusqu'à la fin décembre 1918. La "Fédération Libre" avait en effet recommandé depuis le 14 décembre 1918 à ses partisans d'adhérer aux partis de gauche, et ses mots d'ordre allaient de manière extraordinaire au-devant de l'état d'esprit radical qui prédominait chez les délégués au Congrès constitutif du KPD(S)⁴². Une certaine influence du syndicalisme révolutionnaire organisé est donc sûre; mais faire dépendre de lui la résolution anti-parlementaire de presque les trois quarts des délégués signifierait surestimer démesurément la puissance d'agitation de la "Fédération Libre" à cette époque. L'anti-parlementarisme des délégués découle pour partie de la critique traditionnelle des radicaux à l'encontre du SPD pour le "crétinisme" parlementaire de leur parti; mais il fut avant tout déterminé par la situation. La participation aux élections apparut nécessairement comme une reconnaissance implicite des formes de domination bourgeoises et comme un abandon de la révolution aux délégués anti-parlementaires qui avaient lutté exclusivement jusqu'à maintenant, depuis le 9 novembre 1918, sous le mot d'ordre de "Tout le pouvoir aux conseils!", et qui – certainement pas sur la base d'une analyse méticuleuse de la situation – croyaient à la révolution prolétarienne comme le pas suivant immédiat⁴³. Après le Congrès constitutif, se développa dans le KPD(S) une querelle sur la question de savoir si sa résolution anti-parlementaire devait être envisagée comme une résolution de principe ou bien simplement comme une résolution occasionnée par la situation fortement révolutionnaire et qui serait révoquée lors du reflux de la vague révolutionnaire. C'est l'appréciation différente portée sur la situation révolutionnaire en Allemagne qui détermina dans les années suivantes la position différente par rapport au parlementarisme dans le communisme allemand. La croyance dans le développement latent futur de la révolution lors des années d'inflation suivantes fut donc la base de l'anti-parlementarisme programmatique du KAPD. Ce n'est qu'après la scission de l'aile anti-parlementaire, qui se réunit dans le KAPD, que le KPD(S) prit part en 1920 aux élections au parlement.

Dans la question syndicale, la majorité des délégués du Congrès constitutif fut également opposée à la position des chefs de la Ligue-"Spartacus". Un vote sur la question de savoir si l'on devait faire de l'agitation à l'intérieur des "syndicats libres" ou bien s'il fallait construire des organisations syndicales propres, aurait eu certainement un résultat analogue au vote sur le parlementarisme⁴⁴. Rosa Luxemburg réussit à contourner un tel vote en déléguant la question à une commission spéciale. L'état d'esprit du congrès était en faveur de la sortie des syndicats et pour la formation d'organisations de lutte économique indépendantes. Paul Fröhlich des IKD de Brême devint leur porte-parole; la division autrefois nécessaire en une organisation politique et une organisation économique devait cesser : « Pour nous, il ne peut y avoir qu'un mot d'ordre : Quittons les syndicats! Et ensuite quoi? Nous avons notre organisation unitaire et les groupes de nos camarades dans les entreprises en constituent la

⁴¹ Voir à ce sujet le paragraphe suivant sur la reconstitution de la "Fédération Libre".

⁴² Voir l'Appel de la "Fédération libre" du 14-12-1918 dans "Syndikalist", 1^o année (1919), n^o 1. Voir aussi l'Appendice documentaire n^o III.

⁴³ Voir Arthur Rosenberg, *Geschichte der Weimarer Republik*, p. 52 : « Derrière cela, il ne se cachait pas seulement la volonté de faire un geste démonstratif de rejet du parlementarisme bourgeois, mais les délégués pensaient, contrairement à leurs chefs, que dans quelques semaines déjà, par les actions de masse révolutionnaires, la république bourgeoise serait vaincue ». Voir aussi à ce sujet les exposés de Rosi Wolfstein lors du IV^o Congrès du KPD(S) dans lesquels elle interprète la décision antiparlementaire prise en décembre comme une "nécessité psychologique". Voir *Bericht über den 4. Parteitag der KPD(S)*, Berlin 1920, p. 53.

⁴⁴ Voir Heinz Schürer, *Die politische Arbeiterbewegung Deutschlands in der Nachkriegszeit 1918-1923* [Le mouvement ouvrier politique d'Allemagne dans l'après-guerre 1918(1923)], thèse de doctorat, Leipzig sans date (1932) p. 26 sq. ; voir aussi Rudolf Rettig, *opus cité*, p. 16.

base »⁴⁵. Fröhlich se référait à la formation d'organisations unitaires à Hambourg et il les proposait en exemples. L'organisation unitaire qui avait été discutée et propagée depuis 1917 par la "Arbeiterpolitik" de Brême, dans laquelle la séparation entre le syndicat et le parti devait être abolie et qui était donnée comme une alternative aux "syndicats libres"⁴⁶, attira donc les déçus de la politique de "paix civile" des fédérations syndicales existantes. Après que, en réaction aux efforts de centralisation des syndicats allemands, la "Fédération Libre" est née en 1897 en tant qu'organisation séparée, il se créait maintenant (1918) de nouveau, en réaction à la politique de guerre de ces syndicats, qui prenait racine dans la centralisation bureau-cratique, une organisation de lutte économique séparée dont le principe (unité de la lutte politique et économique) était étonnamment analogue à celui de la "Fédération libre", sans être identique à lui. Rosa Luxemburg avait rejeté l'idée d'organisation unitaire provenant de Hambourg et de Brême au motif que les tâches des syndicats devraient être prises en charge par les conseils ouvriers et de soldats et par les conseils d'entreprise⁴⁷. Cela n'était pas cependant une réponse à la question alternative (lutte à l'intérieur ou à l'extérieur des syndicats centralisés) qui se posait au congrès, et la politique syndicale de la centrale du KPD(S) resta jusqu'en octobre 1919 complètement contradictoire et elle provoqua les discussions les plus violentes dans l'ensemble du parti⁴⁸. C'est avec les principes directeurs sur la question syndicale, élaborés à Heidelberg en octobre 1919, que le travail dans les fédérations syndicales existantes, la prétendue tactique des cellules, fut finalement inauguré. Les radicaux de gauche de Brême et de Hambourg⁴⁹, ainsi que les adeptes à Dresde de Rühle, qui devint ensuite le véritable théoricien de l'organisation unitaire, restèrent, également après le Congrès constitutif, les représentants les plus conséquents de cette idée populaire – et donc les partisans de la sortie des syndicats –. Après que ces forces eurent été écartées du KPD, elles devinrent le moteur de l'unionisme allemand⁵⁰, lequel fut réuni plus tard au KAP dans une organisation parallèle, la "Allgemeine Arbeiter-Union Deutschlands" (AAUD).

La tendance communiste de gauche apparut au grand jour lors du Congrès constitutif du KPD(S) en se démarquant de manière nette; ses critères étaient le fédéralisme, l'anti-parlementarisme et une position anti-syndicale. L'on pourrait dire, en simplifiant un peu, que ses porte-parole se recrutèrent dans les rangs des chefs des IKD (Knief, Fröhlich, Rühle) et qu'ils s'affirmèrent contre les chefs de la Ligue-"Spartacus" (Luxemburg, Liebknecht, Levi)⁵¹. Une autre indication plus convaincante pour l'importance des IKD à l'intérieur de la tendance communiste de gauche est le fait que l'on trouve des idées fédéralistes, anti-parlementaires et anti-syndicales, dans les organes de presse des IKD (la "Arbeiterpolitik", le "Kommunist" de Brême et de Dresde), mais qu'on les cherche en vain dans la presse de la Ligue-"Spartacus" (les "Lettres de Spartacus", la "Rote Fahne"). La majorité de gauche du Congrès constitutif du KPD(S) n'était pas identique aux IKD, elle englobait des cercles beaucoup plus vastes. Elle comprenait cependant les IKD et elle avait été préparée par eux jusqu'à un certain degré; il existe à travers eux une continuité directe entre les IKD et les organisations communistes de gauche ultérieures, le KAP et l'AAU. Les IKD furent en effet complètement absorbés dans le KPD(S) après son Congrès constitutif; « mais », écrivit plus tard un membre du KAP, « nous

⁴⁵ Die rote Fahne", 2^e année (1919), n^o 1 ; *Bericht über den Gründungsparteitag der KPD(S)*, p. 16.

⁴⁶ Voir à ce sujet plus haut le paragraphe sur les mouvements de grève spontanés.

⁴⁷ Die rote Fahne", 2^e année (1919), n^o 1 ; *Bericht über den Gründungsparteitag der KPD(S)*, p. 18.

⁴⁸ Voir Rudolf Rettig, *opus cité*, p. 17-23.

⁴⁹ Voir "Arbeiterpolitik", 4^e année (1919), n^o 19, en mars 1919 : « Les syndicats et leurs fonctionnaires, qui ne sont aujourd'hui pas autre chose que des employés d'État officiels, sont maintenant ce qu'ils ont déjà été aussi réellement par le passé, c'est-à-dire les soutiens les plus forts du pouvoir capitaliste déperissant... Ils sont les instruments les plus utiles de la contre-révolution et c'est pourquoi ils doivent être supprimés ».

⁵⁰ Voir à ce sujet le paragraphe sur programme syndical communiste de gauche et la naissance de l'unionisme allemand.

⁵¹ Cependant, Eberlein du groupe-"Spartacus" a parlé en faveur du fédéralisme et Knief des IKD était personnellement pour la participation aux élections.

avions tous, en tant que membres des IKD, le sentiment qu'une idée disparaissait ainsi. C'est le mouvement d'opposition, ici à Berlin, qui reprit le premier les idées des IKD à l'intérieur du KPD »⁵². Le KAP revendiqua d'avoir « sauvé du processus évolutif de régression du KPD les éléments révolutionnaires sains, principalement les anciens IKD »⁵³. Johann Knief, qui mourut en avril 1919, fut célébré par le KAP comme « un précurseur du KAP et de l'AAU »⁵⁴; Paul Fröhlich, qui avait été élu comme représentant des IKD à la centrale lors du Congrès constitutif du KPD(S) et qui rompit définitivement avec son passé communiste de gauche au début de 1920, fut proscrit en tant que renégat⁵⁵. Les autres porte-parole éminents des IKD (Pannekoek, Laufenberg, Wolffheim, Rühle, etc.) devinrent dans les mois suivants les représentants intellectuels de la tendance communiste de gauche et ils se présentèrent en tant que tels au II^o Congrès du KPD(S) en octobre 1919.

Cette description qui va suivre, et qui sera donnée officiellement par le parti plus tard, fournit une présentation globalement assez exacte des éléments qui composaient la foule des communistes de gauche qui sont restés anonymes :

« À côté de la vieille souche des ouvriers révolutionnaires du parti qui, déjà avant la guerre, avaient appartenu à l'opposition radicale de gauche regroupée autour de Rosa Luxemburg, il y avait maintenant de jeunes travailleurs qui avaient été durant la guerre des protagonistes de la propagande et de l'agitation révolutionnaires, mais qui n'avaient encore que peu d'expérience politique. Des soldats, emplis d'exaspération par rapport aux souffrances et aux privations de la guerre, des pacifistes, qui avaient lutté courageusement contre la guerre et qui avaient été entraînés vers la gauche par les persécutions, des syndicalistes révolutionnaires, qui virent dans le mouvement ouvrier radical un champ fertile pour leurs idées, des artistes et autres intellectuels, qui avaient été propulsés par le courant de la révolution, bref, des éléments qui sont brusquement emportés dans le mouvement comme dans toute révolution et qui ont dû d'abord prouver leur valeur politique. Ce surcroît d'effectif montrait assurément de l'enthousiasme révolutionnaire et une disposition à l'action, mais aussi des expériences politiques par trop insuffisantes et un manque de connaissance théorique. Il portait la plupart du temps des jugements en fonction de son humeur et il influença très fortement les participants et les résolutions du congrès actuel (du Congrès constitutif du KPD(S), NdA). »⁵⁶

⁵² KAZ (Berlin), 3^o année (1922), n^o 3. Dans ce même article, il était dit à propos des ISD de Berlin: « On a discuté vivement à l'époque de la question syndicale, du parlementarisme et du problème masses-chefs ».

⁵³ *Programm der Kommunistischen Arbeiter-Partei Deutschlands* [Programme du Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne], Berlin 1924, p. 13.

⁵⁴ «Kommunistische Arbeiterzeitung» (abrégé dans ce qui suit en : KAZ) (Berlin), 4^o année (1923), n^o 14. Dans l'évaluation de Knief, il est dit : « Mais l'«Arbeiterpolitik» radicale de gauche luttait pour une séparation totale, intellectuelle comme organisationnelle, d'avec la social-démocratie comme première condition pour la renaissance du mouvement ouvrier et elle posait ainsi les premières pierres pour la ligne actuelle du KAPD et de l'AAU ».

⁵⁵ *Ibidem* : « Les Fröhlich, Becker und autres camarades, ses anciens compagnons de route (ceux de Knief (NdA)), sont devenus depuis longtemps des pensionnaires titulaires de Moscou. ».

⁵⁶ *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, p. 265. Cette caractérisation des communistes de gauche dans l'«Histoire illustrée» rédigée par Paul Fröhlich est largement plus différenciée et plus exacte que le jugement qui est devenu, à la suite de la sévère condamnation du communisme de gauche par Arthur Rosenberg (*Geschichte der Weimarer Republik*, p. 23 sq.), un lieu commun non vérifié de la littérature scientifique récente, et que W. T. Angress (*opus cité*, p. 20) formule ainsi : « These people were often adherents of an anarcho-syndicalist rather than of a Marxist tradition and did not prove amenable to any discipline. The ranks of this lunatic fringe within the Spartakusbund were swelled, during the revolutionary upheavals in November by an assorted conglomeration of shiftless drifters and downright criminals who, under the pretext of fighting for the revolution, tried to benefit from it » [Ces gens étaient souvent des partisans plutôt que de la tradition anarcho-syndicaliste que de la tradition marxiste et ils se révélaient peu disposés à suivre une discipline. Les rangs de cette marge folle à l'intérieur du Spartakusbund ont été gonflés, durant les agitations révolutionnaires de Novembre, par un conglomérat de toutes sortes de vagabonds fainéants et de véritables délinquants qui, sous prétexte de lutter pour la révolution, essayaient d'en tirer profit]. On a, dans le même sens, Eric Waldmann, *The*

Les communistes de gauche caractérisés de cette manière restèrent anonymes et il est par conséquent difficile de vérifier les affirmations portées sur eux. Toutefois, les traits typiques qui ont été mentionnés se laissent voir dans l'évolution politique de certains membres importants du KAP et de l'AAU. Karl Plättner, né en 1893, fut l'un de ces jeunes travailleurs ayant peu d'expérience politique et qui avaient été durant la guerre des protagonistes de la propagande et de l'agitation révolutionnaires : il avait fait partie avant 1914 de l'organisation syndicale et du SPD, et pendant la guerre, il fut condamné à un an et demi de prison pour agitation révolutionnaire (haute trahison); il appartint ensuite aux IKD de Dresde et il fut membre du conseil ouvrier et de soldats de Dresde; il fit partie de l'aile gauche du KPD(S) et finalement du KAP; après l'Action de mars (1921), il tenta de mettre en œuvre son programme de "lutte révolutionnaire organisée en bandes"⁵⁷. Max Hoelz représente le type du soldat et de l'ouvrier politisé par la guerre; il commença son évolution politique dans le conseil des chômeurs de sa ville natale, puis il fut membre du KPD(S) et, une fois exclu par la centrale du KPD(S), il alla avec les déviationnistes de gauche au KAP⁵⁸. Heinrich Vogeler fut un exemple parfait de l'artiste et de l'intellectuel d'origine bourgeoise qui s'engagea aux côtés des communistes de gauche; avant la guerre, il était un peintre et un architecte estimé; il fut placé au début de 1918 dans un asile d'aliénés pendant deux mois pour cause d'agitation pacifiste, puis il rentra en contact avec Johann Knief et il fut élu au conseil ouvrier et de soldats de sa ville natale⁵⁹; il fut membre du KPD(S) sans aucune connaissance marxiste fondamentale⁶⁰ et il essaya de faire de son domaine à Worspawede une commune de travail; de 1920 à 1923, il fut infatigablement actif dans le cadre de l'AAU et il écrivit des articles dans presque tous les journaux unionistes et syndicalistes révolutionnaires. Il est possible que ces maigres remarques jettent un peu de lumière sur la nature des protagonistes de la tendance communiste de gauche et confirment jusqu'à un certain point leur caractérisation générale.

Mais cette caractérisation nécessite un complément essentiel : les porte-parole et les futurs théoriciens du communisme de gauche (Pannekoek, Laufenberg, Rühle, etc.) étaient des marxistes parfaitement instruits qui, longtemps avant que la guerre mondiale n'éclate, avaient déjà rassemblé des expériences politiques dans les cercles des radicaux de gauche gravitant autour de Rosa Luxemburg. Même les collaborateurs les plus proches de Rosa Luxemburg dans la Ligue-"Spartacus" ne se montrèrent pas eux non plus toujours immunisés contre la tendance communiste de gauche qui prédominait à la base au même degré que leur patronne, comme cela devint visible par exemple dans la position de Karl Liebknecht sur la question de l'organisation⁶¹ et sur le parlementarisme. La clef pour comprendre l'option communiste gauche prise par ces intellectuels résidait – comme cela sera encore à démontrer dans le détail – dans leur conception particulière de la situation révolutionnaire; fascinés par l'exemple de la

Spartacist Uprising of 1919 and the crisis of the German Socialist Movement : A study of the relation of political theory and party practice, Milwaukee 1958, p. 98 sq. Dans n'importe quelle compréhension historique, il ne peut être question de manière sensée d'une tradition anarcho-syndicaliste dans le communisme gauche ; l'on reproduit ici tout simplement les invectives de la Centrale de Lévi du KPD elle-même ; la caractérisation des communistes de gauche comme « shiftless drifters and downright criminals » est une déclaration non vérifiable.

⁵⁷ Voir à ce sujet plus bas : *Die Verständigung des Aktivismus, Karl Plättners "revolutionärer Bandenkampf"* [L'autonomisation de l'activisme, la "lutte révolutionnaire organisée en bandes" de Karl Plättner]. Voir d'autres exemples de ce type dans : *Illustrierte Geschichte*, p. 168. Les frères jeunes frères Levinsohn de Dresde, journalistes temporaires du "Kommunist" de Dresde et membres des IKD, ainsi que leurs camarades, se sont vus infliger en mai 1918, à cause de leur propagande révolutionnaire, une totalité de 21 ans de réclusion et de 9 mois de prison ; ils ont été membres du KPD(S), puis du KAP et ils sont revenus au KPD en 1922. Voir comme autre exemple la biographie de Werner Möller dans l'Appendice biographique.

⁵⁸ Voir à ce sujet plus loin le paragraphe sur Max Hoelz comme type de l'activiste radical de gauche.

⁵⁹ Voir l'avant-propos de : Heinrich Vogeler, *Erinnerungen* [Souvenirs], Berlin 1952.

⁶⁰ Voir à ce sujet Vogeler (*ibidem* P ; 240) : il se qualifie pour cette époque-là d'« analphabète politique ». « J'en suis venu d'abord à l'étude de Proudhon et de Fourier. Je n'avais encore aucune relation avec Marx et Engels ».

⁶¹ Voir à ce sujet le paragraphe sur la discussion de la question de l'organisation dans la Ligue Spartacus.

Révolution russe, ils ne se considérèrent pas, jusqu'à la fin de la période d'inflation en Allemagne (1923), réfutés, du point de vue des principes, dans l'hypothèse qu'ils vivaient les convulsions mortelles du capitalisme, à partir desquelles la révolution prolétarienne devrait immédiatement triompher. Rosa Luxemburg s'opposa à eux lors du Congrès constitutif : « L'optimisme du camarade Rühle est tout à fait beau, mais nous n'allons pas encore aussi loin. Ce que je vois jusqu'à présent, c'est l'immaturation des masses... »⁶².

2. La reconstitution de la "Fédération Libre des Syndicats Allemands"

Les exigences tactiques importantes du communisme de gauche, lequel s'imposa lors du Congrès constitutif du KPD(S), étaient premièrement, la lutte contre la politique des "chefs" et, comme mesure préventive contre celle-ci, la création d'une organisation fédéraliste, puis deuxièmement, le refus du travail parlementaire et, à sa place, les actions directes des masses. Ces deux éléments, le fédéralisme dans l'organisation et l'action directe comme tactique, coïncidaient avec les points essentiels du programme d'avant-guerre de la "Fédération Libre", c'est-à-dire des syndicalistes révolutionnaires allemands. Puisque la majorité du congrès était favorable à la sortie des "syndicats libres" et que ce mouvement de sortie avait déjà commencé durant la guerre, on concevait aisément une adhésion à la seule alternative organisationnelle, à savoir à la "Fédération Libre", dans la mesure où l'on ne voulait pas – comme à Hambourg et à Brême – construire tout d'abord uniquement des organisations d'entreprise. Sur les motifs de cette fusion initiale des communistes et des syndicalistes révolutionnaires, un représentant de la centrale du KPD(S) donna en juin 1919 les informations suivantes : quand on est entré dans le mouvement révolutionnaire en novembre, beaucoup de partisans de "Spartacus" ont cru à une collaboration sincère avec les syndicalistes révolutionnaires. « Ils comptaient sur le tempérament révolutionnaire qui existe incontestablement chez les syndicalistes »¹. Ils étaient partis de la supposition que les syndicalistes révolutionnaires ne s'étaient organisés dans des syndicats particuliers que par une opposition salutaire aux syndicats bureaucratisés, sans pour cela avoir accepté les conceptions spécifiquement syndicalistes révolutionnaires. Une autre raison, qui a dû pousser en premier lieu le KPD(S) et la "Fédération Libre" à la fusion, fut la force très peu importante des deux organisations. Enfin, l'occasion pour clarifier les contradictions théoriques, qui de toute façon n'étaient pas connues des vastes couches des adhérents, fit tout simplement défaut dans l'époque mouvementée qui se situe entre novembre 1918 et avril 1919.

La "Fédération Libre", dont les cadres avaient été maintenus dans l'illégalité durant la guerre², se réorganisa immédiatement après l'effondrement de novembre; à Berlin, Fritz Kater, le dirigeant depuis de longues années de la "Fédération Libre", édifia l'organisation le premier de tous; dans la Ruhr, l'autre centre du syndicalisme révolutionnaire allemand avant la guerre, c'est avant tout le carreleur Carl Windhoff, lui aussi membre depuis de longtemps de la "Fédération libre", qui passa à l'action. Déjà les 26 et 27 décembre, Kater convoqua à Berlin les syndicalistes révolutionnaires dirigeants de l'époque d'avant-guerre et il se mit d'accord avec eux sur la voie que l'organisation renaissante devait suivre³. 33 délégués provenant de

⁶² *Bericht über den Gründungsparteitag der KPD(S)*, p. 11.

¹ F. Brandt, *Syndikalismus und Kommunismus*, Berlin 1919, p. 3.

² Voir Rudolf Rucker, *Biographie von Fritz Kater*, p. 17.

³ Voir à ce sujet le rapport dans "Syndikalist", 1^o année (1918), n^o 4 : *Konferenz der Syndikalisten*.

43 associations locales se réunirent ; on fit le bilan rétrospectif de la difficile situation de l'organisation durant les années de guerre et on mit l'accent avec fierté sur le fait que la "Fédération Libre" avait été la seule organisation ouvrière qui n'ait pas eu à changer de méthode après la guerre. La résolution de la conférence refusait, à côté des syndicats des fédérations centralisés, la participation à l'Assemblée nationale avec des arguments de la période d'avant-guerre :

« Le parlementarisme, c'est-à-dire le fait de pactiser avec la bourgeoisie, n'est pas un moyen de lutte révolutionnaire. Il est vrai que la participation de la classe ouvrière au parlementarisme et la neutralité des syndicats ont amené de larges cercles de personnes au mouvement ouvrier, mais seulement au prix de l'abandon de tous les véritables objectifs du prolétariat révolutionnaire. »⁴

On recommanda aux adhérents de rejoindre les partis situés à gauche : on ne pouvait penser qu'à l'USPD et éventuellement à la Ligue-"Spartacus" et aux IKD. Cette recommandation n'était pas surprenante car, avant la guerre, on ne rompait la plupart du temps avec le parti, le SPD, que lorsqu'on en était exclu; on peut supposer, en particulier chez les membres blanchis sous le harnois de la "Fédération Libre", comme Fritz Kater, le social-démocrate radical déçu, une certaine nostalgie pour le parti perdu. On décida lors de la réunion de décembre que le journal "Der Syndikalist"⁵, édité par Kater depuis le 14 décembre 1918 comme continuation de la "Einigkeit", serait l'organe de la Fédération. Dans le même temps, la maison d'édition syndicaliste révolutionnaire de Fritz Kater à Berlin fut refondée.

Le programme⁶ rédigé au printemps 1919 par Karl Roche donne une idée du but et de la politique de la "Fédération Libre" dans cette phase de reconstitution; Roche, qui avait rejoint en tant que jeune marin la "Fédération Libre" au tournant du siècle et qui s'était présenté, par exemple, en 1913, à côté de Kater, comme porte-parole des syndicalistes révolutionnaires allemands au Congrès International des Syndicalistes Révolutionnaires de Londres⁷, appartenait à la vieille souche de la "Fédération Libre"; le programme qu'il avait rédigé fut donc représentatif des conceptions politiques courantes chez les cadres autrefois sociaux-démocrates de l'époque d'avant-guerre. Roche résuma ainsi les fondements de la doctrine syndicaliste révolutionnaire : l'arme la plus terrible de la classe ouvrière contre la bourgeoisie, c'est la grève, c'est la privation de prestations de travail dans toutes ses formes prometteuses; la classe ouvrière doit s'organiser en fonction de cet objectif de lutte. « Les partis politiques et les syndicats neutres détournent la classe ouvrière du socialisme. Seule l'union des salariés qui ont une pensée socialiste et une volonté révolutionnaire constitue l'organisation de l'auto-libération. C'est le syndicalisme révolutionnaire »⁸. C'était l'application des mots d'ordre de l'avant-guerre au présent révolutionnaire. Une conséquence de cela fut le fait de se solidariser avec le mot d'ordre de la Ligue-"Spartacus" et des IKD de "Tout le pouvoir aux conseils!". Roche demandait que, si la classe ouvrière voulait obtenir le socialisme, elle n'accorde à la bourgeoisie aucun droit souverain, « elle ne peut pas voter avec elle et parlementer avec elle. Les *conseils ouvriers* sont les parlements de la classe ouvrière »⁹. Il suivait encore les slogans du KPD(S) en prenant fait et cause pour la dictature du prolétariat : « Ce n'est pas le parlement bourgeois mais

⁴ Voir "Der Syndikalist", 1^o année (1918), n^o 4.

⁵ "Der Syndikalist, Organ für sozialrévolutionäre Gewerkschaften Deutschlands", 1^o année (1918) sq.

⁶ Karl Roche, *Was wollen die Syndikalistinnen ? Programm, Ziele und Wege der "Freien Vereinigung deutscher Gewerkschaften* [Que veulent les syndicalistes révolutionnaires ? Programme, objectifs et moyens de la "Fédération Libre des Syndicats Allemands], Berlin 1919.

⁷ D'après des communications écrites de monsieur Augustin Souchy à l'auteur (lettre du 3/08/1964) ; voir aussi pour ce qui concerne la participation de Roche au Congrès syndicaliste de Londres : "Die Einigkeit", 17^o année (1913), n^o 41.

⁸ Karl Roche, *Was wollen die Syndikalistinnen ?*

⁹ *Ibidem*, p. 6 ; souligné dans l'original.

la *dictature prolétarienne* qui réalisera le socialisme »¹⁰. Cette large solidarisation de la "Fédération Libre" avec les mots d'ordre du KPD(S) dura un certain temps, jusqu'au milieu de 1919. Puis l'époque où, ensemble, l'on avait « lutté épaule contre épaule »¹¹ fut terminée; le combat de la centrale du KPD(S) chapeauté par Levi contre les syndicalistes révolutionnaires, ceux qui étaient présumés l'être et ceux qui l'étaient authentiquement, débuta et le programme de la "Fédération Libre" reçut de nouvelles impulsions essentielles. Le Congrès constitutif de la FAUD, laquelle provenait directement de la "Fédération Libre", rejeta en décembre 1919 expressément la conception bolchevique de la dictature du prolétariat comme phase de transition de l'État bourgeois à la société sans classes. En décembre 1919, la "Fédération Libre", c'est-à-dire la FAUD, était déjà totalement sous l'influence idéologique de Rudolf Rocker. Karl Roche, qui n'approuva manifestement pas le nouveau cours anarcho-syndicaliste sous cette forme plus décidée, passa à l'AAUD en 1920.

L'affluence de masse à la "Fédération Libre", qui ne commença que dans la seconde moitié de 1919, est l'un des éléments absolument importants dans l'histoire de l'après-guerre de l'organisation. L'autre élément, l'élément qui a transformé radicalement l'organisation, est le fait que la tendance anarchiste, qui était représentée minoritairement avant la guerre à côté de la souche sociale-démocrate, a pris le dessus. Les deux courants de l'ancien radicalisme de gauche, la tendance anarchiste et la tendance syndicaliste révolutionnaire, se sont maintenant réunis; selon un rapport de Rocker, fin novembre 1918, « la plupart des camarades anarchistes à Berlin et dans le pays (travaillaient) dans le mouvement syndicaliste révolutionnaire »¹². Ce n'est pourtant pas le surcroît de membres en provenance du camp de l'anarchisme d'avant-guerre qui est la chose la plus importante dans cette union mais la nouvelle forme donnée au programme sous l'influence marquante des idées anarchistes à travers Rudolf Rocker, qui ne rejoignit le mouvement de la "Fédération Libre" qu'en novembre 1918. La biographie de Rocker est une sorte de somme de l'histoire de la tradition anarchiste. Rocker ¹³est né en 1873 à Mayence dans un milieu petit-bourgeois et il avait été apprenti relieur après l'école primaire; il dirigeait déjà en 1890 un club de lecture pour la jeunesse de l'union électorale sociale-démocrate; c'est dans ce cadre-là qu'il fit ses expériences décisives avec le SPD : à la suite de sa défense passionnée du mouvement des "Jungen" après le Congrès de Halle (1890), Rocker fut exclu avec son club de lecture du groupe local du SPD de Mayence. Il était déjà à cette époque entré en contact avec les écrits de Most et il était en relation épistolaire avec Karl Wildberger, qu'il apprit à connaître personnellement plus tard – comme presque tous les porte-parole des "Jungen". Il alla en 1891 au Congrès de l'Internationale Socialiste de Bruxelles et il y fit la connaissance de Nieuwenhuis, le mentor intellectuel hollandais du mouvement des "Jungen"; il revint anarchiste de ce congrès; il fonda un groupe anarchiste illégal à Mayence qui considérait comme sa tâche principale de diffuser la littérature anarchiste introduite en fraude depuis Londres. À cause de son agitation anarchiste, il entra en conflit avec la police et, après un accrochage particulièrement violent, il s'enfuit à la fin de 1892 à Paris¹⁴; il vécut là-bas pendant deux ans dans des cercles de partisans émigrés des "Socialistes Indépendants" et il se rendit en 1895 à Londres où il se lia avec les anarchistes du groupe "Autonomie", puis avec la communauté juive de l'Europe de l'Est du quartier de l'East End. Dans sa charge, Rocker –

¹⁰ *Ibidem*, p. 6 ; souligné dans l'original.

¹¹ "Der Syndikalist", 1^o année (1918), n^o 46.

¹² Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 394. Il rapporte en outre cela : « En de nombreux lieux, comme Magdebourg, Dresde, Leipzig, Heilbronn, Düsseldorf, etc., les camarades anarchistes plus anciens qui avaient adhéré à la FAUD maintenaient encore leurs associations anarchistes à côté du groupe local anarcho-syndicaliste ». *Ibidem*, p. 405.

¹³ L'exposé qui suit se rattache à l'autobiographie de Rocker.

¹⁴ Voir la description de ces événements à Mayence dans : Sepp Oerter, *Acht Jahre im Zuchthaus* [Huit années en prison], avec une introduction : *Aus der Geschichte der deutschen anarchistischen Bewegung in den Jahren 1890-93* [Histoire du mouvement anarchiste allemand dans les années 1890-93], Berlin 1905, p. 33 sq. Sepp Oerter était le frère aîné du dirigeant de la FAUD Fritz Oerter.

qui n'était pas lui-même juif – édita entre 1895 et 1914 plusieurs journaux en yiddish qui défendaient avant tout l'anarchisme communiste de Pierre Kropotkine. Rocker se lia, à cette époque, d'une amitié personnelle avec Kropotkine qui vivait en exil à Londres. En 1912, il organisa avec succès une grève des tailleurs de grande ampleur à Londres qui fit connaître son nom internationalement; en décembre 1914, Rocker fut interné en tant qu'"étranger dangereux", puis il passa les années de guerre dans un camp de concentration anglais et il partit en mars 1918, du fait d'un échange de prisonniers, pour la Hollande où il fut l'hôte entre autres de Domela Nieuwenhuis et où il prit le premier contact avec les syndicalistes révolutionnaires allemands. À la fin de novembre 1918, il se rendit à Berlin sur l'invitation de Fritz Kater qu'il rencontra pour la première fois à cette occasion. Rocker fut impressionné par la vive activité de reconstruction de l'organisation berlinoise de la "Fédération Libre" : mais une maladie grave, qu'il avait contractée au cours de sa période d'emprisonnement anglaise, l'empêcha d'y prendre une part active. Sa première apparition politique à la Conférence d'Empire des ouvriers de l'armement à Erfurt en mars 1919, à laquelle toutes les tendances du mouvement ouvrier allemand participaient, se transforma en un grand succès personnel; il défendit dans son rapport¹⁵ de la manière la plus conséquente qui soit la revendication que « toute future production de matériel de guerre devait être refusée et qu'il fallait obtenir une réadaptation des entreprises à un travail pacifique »¹⁶, et il répondait de la sorte à la grande vague de pacifisme émotionnel de l'après-guerre. L'influence de Rocker sur la "Fédération Libre" grandit de manière continue et elle s'imposa complètement à partir de juin 1919, dans la phase de désillusion révolutionnaire et de la lutte commençante avec la centrale du KPD(S) dirigée par Levi. Les lignes directrices politiques de la "Fédération Libre", telles qu'elles étaient ébauchées dans le programme de Roche et qu'elles furent en vigueur dans la phase d'action unitaire avec les autres forces radicales de gauche, ne convenaient pas depuis le début à Rocker. En particulier la demande de s'affilier aux partis situés à gauche, « et la défense par le journal (le "Syndikalist", NdA) d'une dictature prolétarienne ne me tenaient pas à cœur »¹⁷. L'idée de liberté forgée de manière individualiste de l'anarchisme, que Rocker défendait, rendait à ses yeux immédiatement suspect le mot d'ordre bolchevick de dictature du prolétariat. La Commission Commerciale de la "Fédération Libre" avait chargé Rocker de l'élaboration d'un nouveau programme pour le Congrès constitutif de la FAUD en décembre 1919. Sous l'influence de Rocker, le Congrès rejeta le mot d'ordre de dictature du prolétariat¹⁸.

Rocker ne fut pas le seul qui, provenant de la tradition anarchiste, formula à l'avenir le programme et la politique de la "Fédération Libre". Si Rocker est à considérer avant tout comme le représentant du communisme anarchiste de Kropotkine, Augustin Souchy continua la tradition de Landauer, et Fritz Oerter la tradition du groupe gravitant autour du "Freie Arbeiter" de l'époque d'avant-guerre. Augustin Souchy fut gagné à l'anarchisme à l'âge de 19 ans, durant l'hiver 1911/12 à Berlin, par un ancien collaborateur de la "Freiheit" de Most¹⁹; il travailla à partir de 1912 dans la "Ligue Socialiste" de Landauer et il émigra en 1915 en Suède où il eut jusqu'en 1919 une activité journalistique dans le mouvement syndicaliste révolutionnaire; après son retour en Allemagne (1919), il fut pendant plusieurs années le

¹⁵ Le rapport a été imprimé et distribué à cent mille exemplaires. Voir Rudolf Rocker, *Die Waffen nieder ! Die Hämmer nieder !* [Bas les armes ! Bas les marteaux !], Berlin 1919.

¹⁶ C'est ce que dit la *Resolution der Reichskonferenz* ; voir Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 84 sq.

¹⁷ Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 72 sq. Rocker avait déjà discuté au milieu de l'année 1918 en Hollande avec Domela Nieuwenhuis sur la dictature du prolétariat ; Il rapporte : « Il (Nieuwenhuis, NdA) a été l'un des premiers qui, dans sa feuille "De Vrije Socialist", jugeait de manière très sceptique la victoire du bolchevisme en Russie et qui voyait dans la soi-disant dictature du prolétariat le point de départ d'une nouvelle tyrannie qui devait devenir fatale au socialisme si elle n'était pas brisée à temps ». Rudolf rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 29.

¹⁸ Concernant les idées politiques de Rocker, voir dans le détail les analyses de la Déclaration de principe de la FAUD dans le paragraphe sur le Congrès constitutif de la FAUD.

¹⁹ D'après Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 406 sq. ; compléments grâce aux communications épistolaires de monsieur Augustin Souchy.

rédacteur en chef de l'organe de la FAUD, "Der Syndikalist". Fritz Oerter²⁰, un lithographe qualifié, était déjà actif avec son frère aîné Sepp Oerter durant la Loi contre les socialistes dans le mouvement ouvrier radical en Bavière et il était entré en contact en 1892 avec Rocker à Mayence. Il fut après le tournant du siècle rédacteur au "Freie Arbeiter" et il se transforma selon le jugement de Rocker en « l'un des écrivains les plus doués du mouvement anarchiste d'Allemagne »²¹. Après la première guerre mondiale, il posséda une librairie à Fürth (Bavière) et il fut l'un des collaborateurs les plus réguliers et les plus productifs du "Syndikalist". Ce n'est que sous cette influence solide des idées traditionnelles anarchistes que la "Fédération Libre" regagna à son identité idéologique qu'elle avait perdue après son exclusion du SPD en 1908.

Si la "Fédération Libre" connut déjà, de novembre 1918 à avril 1919, une affluence d'adhérents non négligeable par rapport à sa force d'avant-guerre, ce fut avant tout non pas parce qu'elle se présentait avec un nouveau programme très clair, mais parce qu'elle se présentait comme une alternative nette aux fédérations centralisées des "syndicats libres". Le catalogue du "Syndikalist" qui suit résume les points essentiels du programme d'agitation dans la confrontation : syndicats centralisés d'une part / "Fédération Libre" d'autre part :

« Forme d'organisation : centraliste. Pas d'autonomie des syndicats locaux. / Forme d'organisation : fédéraliste. Autonomie des syndicats locaux. – Les grèves doivent être annoncées à l'avance. / Chaque organisation a à tout moment le droit de déclarer une grève. – Les syndicats centralisés reposent sur le principe de la représentation. / La "Fédération Libre" recommande l'action directe. – Les syndicats centralisés s'efforcent d'obtenir des réformes à l'intérieur de l'ordre économique capitaliste. / La "Fédération Libre" propage les moyens révolutionnaires de lutte en vue de la chute du capitalisme. – Les syndicats pratiquent la politique la plus large d'accords salariaux. / La "Fédération Libre" ne veut pas la paix mais la lutte avec le patronat. – Les syndicats sont partisans de la petite grève. / La "Fédération Libre" se bat pour l'idée de la grève générale de masse. »²²

Se reconnaissaient dans ce programme d'action, à côté des anciens membres de la "Fédération Libre", qui pour une partie appartenaient déjà depuis l'époque de la Loi contre les socialistes au mouvement ouvrier radical, ces ouvriers qui, au cours de la première guerre mondiale, étaient sortis de leurs organisations syndicales par opposition à la politique de "paix civile" des syndicats centralisés, et enfin ces travailleurs qui, pour partie comme ouvriers non qualifiés, jusqu'à présent non organisés, mais politisés par la guerre et radicalisés par la misère économique de l'après-guerre, rejoignirent les organisations d'extrême gauche²³. Cette troisième catégorie, celle des ouvriers partiellement non qualifiés et jusqu'à présent non organisés, caractérise sociologiquement jusqu'à un certain point les larges couches de membres de toutes les organisations radicales de gauche (FAUD, KAPD, AAUD); mais elle ne fut en aucun cas, pour le syndicalisme révolutionnaire allemand, de l'importance de ce qu'elle fut par exemple pour les nombreux membres des IWW aux Etats-Unis avant la guerre mondiale. Aux USA, l'organisation radicale de lutte économique des IWW naquit directement du processus d'industrialisation et de concentration comme une association avant tout des

²⁰ Ce qui suit d'après les communications de monsieur Augustin Souchy à l'auteur.

²¹ Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. I, p. 4024.

²² "Der Syndikalist", 1^o année (1919), n^o 28 : *Die Sünde der Zentralverbände* [Les péchés des syndicats centralisés].

²³ Rocker relate la chose suivante à partir de ses tournées d'agitation du milieu de l'année 1919 : « L'esprit qui animait ces manifestations était tout simplement brillant et il se faisait remarquer de manière bienfaisante en particulier dans les débats intenses qui suivaient mes conférences. J'ai immédiatement senti que j'avais là devant moi un matériel humain jeune et nouveau qui n'était pas encore passé par les routines des partis politiques et qui par conséquent était réceptif à des idées nouvelles ». Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. II, p. 91.

ouvriers non qualifiés et les plus pauvres²⁴. En Allemagne, l'organisation radicale de lutte économique de la "Fédération Libre" naquit dans sa forme syndicaliste révolutionnaire avant tout en réaction à l'évolution du SPD et des "syndicats libres"; elle ne reçut un afflux considérable d'adhérents qu'après la première guerre mondiale à cause entre autres de la déception que connut la classe ouvrière du fait de la politique de guerre des deux organisations de masse bureaucratismées. La deuxième des catégories de membres qui ont été mentionnées, celle des révolutionnaires déçus par les organisations prolétariennes existantes, ne pouvait pas jouer de rôle important dans le syndicalisme révolutionnaire américain; dans le syndicalisme révolutionnaire allemand comme dans l'unionisme allemand, elle fut un élément tout à fait spécifique et important²⁵.

3. La position du communisme de gauche et du syndicalisme révolutionnaire dans et sur les actions de novembre 1918 à mai 1919

Un tableau complet de l'activité des différentes forces organisées et une vue d'ensemble de leurs rapports avec les forces non organisées dans les mouvements de grève et les insurrections entre novembre 1918 et mai 1919 ne sont pas possibles jusqu'à présent¹. Dans ce qui va suivre, on notera quelques observations qui – sur la base des matériaux qui sont en relation avec la tradition communiste de gauche et syndicaliste révolutionnaire – permettront au moins une caractérisation approximative de ces événements. Il est frappant que l'on n'ait jamais attiré de manière suffisamment explicite l'attention sur la rébellion sociale en tant que ferment élémentaire dans les grèves et les insurrections de cette phase; en raison de la désorganisation administrative de l'appareil d'État par suite de l'effondrement militaire et politique, et de la misère économique devenue insupportable des dernières années de guerre, il se produisit, dans les franges les plus agressives des couches sociales prolétariennes le plus durement touchées, une disposition durable à la révolte avec une motivation qui n'était pas du tout politique à l'origine, c'est-à-dire tournée vers la conquête du pouvoir d'État. La rébellion, qui en général naissait spontanément, visait les représentants immédiatement accessibles de l'autorité de l'État ou du capital, les maires ou les directeurs d'usine ou de mine, auxquels on attribuait la responsabilité de sa misère et auxquels on posait des revendications tout à fait

²⁴ Voir à ce sujet l'analyse de Hans Böcker, *Zur revolutionären Gewerkschaftsbewegung* [Le mouvement syndical révolutionnaire], p. 15-23.

²⁵ L'affectation sociologique habituelle de la doctrine syndicaliste révolutionnaire aux masses non qualifiées, telle qu'elle est formulée par exemple par Goetz Briefs en 1927, n'est pas suffisante pour le mouvement syndicaliste révolutionnaire allemand, étant donné qu'elle ne voit pas justement sa spécificité. Briefs pensait : « L'on peut décrire le syndicalisme révolutionnaire comme le symptôme de la conscience qui perce des non qualifiés, conscience qui ressent l'organisation professionnelle dans toutes ses formes comme décalée avec ses éléments bourgeois (les droits acquis, les intérêts de groupe, la morgue professionnelle, la fermeture) et qui la rejette parce qu'elle va à l'encontre des principes d'organisation du prolétariat pur ». Goetz Briefs, *Gewerkschaftswesen und Gewerkschaftspolitik* [Le syndicalisme et la politique syndicale] dans : *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, vol. IV, Iéna 1927, p. 1144.

¹ Ce problème a été pris en compte de la manière jusqu'à présent la plus détaillée dans l'exposé d'Eric Waldemann : *The Spartacist-Uprising of 1919 and the crisis of the German Socialist Movement : A study of the relation of political theory and party practice*, Milwaukee 1958.

concrètes qui étaient déterminées par la situation². Il y eut par exemple une manifestation de masse des mineurs en grève dans la Ruhr le 18 décembre 1918 qui apparut comme capitale – et qui peut être considérée comme largement typique pour l'ensemble de la classe ouvrière³ – : augmentation des salaires, remboursement des retenues pour fait de grève effectuées en 1912, attribution mensuelle d'une charrette de charbon à 250 marks, un congé payé de deux semaines, etc.⁴. Pour que les idées directrices social-révolutionnaires soient un succès chez ces rébellions « qui n'étaient pas encore façonnées organisationnellement et idéologiquement »⁵, il fallut d'une part la répression sanglante, qui se renforçait mutuellement avec la rébellion, de ces soulèvements par le pouvoir gouvernemental social-démocrate allié aux officiers de la Reichswehr (Noske), et d'autre part la radicalisation considérable des travailleurs. Pour la région de la Ruhr au moins, il apparaît clairement, sur la base de documents policiers, que l'on n'en arriva à des affrontements armés qu'après que les directions – en partie arrêtées par les ouvriers en révolte – des mines de charbon se furent adressées au haut commandement de l'armée de Kassel et eurent demandé une protection militaire⁶; ce n'est que la présence de troupes de la Reichswehr qui conduisit à une utilisation accrue de la violence et à l'armement systématique des ouvriers. À la fin de la longue série de grèves dans la région de la Ruhr, les revendications de la grève générale⁷ des mineurs du 1^o avril 1919 n'étaient pas, de manière surprenante, encore politisées en comparaison par exemple avec le programme d'action de la Ligue-"Spartacus", bien que l'influence de l'USPD, du KPD et de la "Fédération Libre", soit maintenant sensible sur le mouvement social; dans les revendications de cette grève générale, les éléments suivants étaient directement déterminés par la situation : l'introduction de la journée de travail de 6 heures, l'augmentation des salaires de 25%, le règlement des questions relatives au corps des mineurs, la libération des prisonniers politiques, le paiement des jours de grève, la dissolution immédiate des corps francs; mais il émergeait des revendications politiques au sens strict : la formation d'une armée ouvrière révolutionnaire, la reconnaissance du système des conseils, l'ouverture de relations politiques et économiques avec la Russie soviétique. Il ne serait indubitablement pas sensé de séparer strictement, dans ce cas comme dans d'autres, les revendications qui résultaient du processus spontané de la rébellion sociale des mots d'ordre programmatiques des organisations ouvrières social-révolutionnaires; ils s'influençaient certainement réciproquement. Pourtant, le fait que des mots d'ordre résolument révolutionnaires ne se soient imposés que lentement montre que, lors des grèves et des insurrections, ce sont d'abord des forces sociales, pareillement indépendantes d'une intégration organisationnelle et d'une expression théorique, qui agissent et qui ont pu être assujetties à leurs objectifs par les organisations social-révolutionnaires dans une mesure variable selon les cas; l'idée, suggérée par l'opinion publique bourgeoise de l'époque ainsi que par la presse sociale-démocrate, par le biais de la désignation comme "spartakistes" des travailleurs participant aux rébellions sociales, selon laquelle il fallait chercher la Ligue-"Spartacus" comme instigatrice de

² De nombreux exemples à ce sujet pour la Ruhr dans : *Pol. Akten der Reg. Düsseldorf*, n° 15032 sq.

³ Voir à ce propos Peter von Oertzen, *Die Grosse Streiks* [Les grandes grèves], *loc. cit.*, p. 238.

⁴ *Pol. Akten der Reg. Düsseldorf*, n° 15032/20. Voir aussi Peter von Oertzen, *Die Grosse Streiks*, p. 239.

⁵ Peter von Oertzen, *ibidem*.

⁶ Voir par exemple le télégramme d'État du 24/12/1918 de la Direction supérieure de l'armée à Cassel aux députés du peuple à Berlin : « À Hamborn, à la suite d'une assemblée convoquée pour cet après-midi par la direction de la grève en vue de la résolution de la grève, le maire et d'autres personnes de l'administration municipale et de la direction syndicale de l'entreprise Deutscher Kaiser sont retenus à l'hôtel de ville jusqu'à satisfaction des revendications exagérées à l'excès ; police impuissante... SVP urgent d'envoyer environ 1500 hommes avec une douzaine d'autos blindées. Le président du gouvernement ». *Pol. Akten der Reg. Düsseldorf*, n° 15032/30

⁷ Voir le catalogue des revendications dans : "Der Syndikalist", 1^o année (1919), n° 17 : *Generalstreik im Ruhrrevier* [La grève générale dans le district de la Ruhr].

toutes les émeutes de cette phase qui va de novembre 1918 à mai 1919, est parfaitement erronée⁸.

L'attitude, par exemple, de la centrale-"Spartacus" berlinoise par rapport au soulèvement de la division de la marine populaire le 24 décembre 1918 est instructive à propos de la position de la Ligue-"Spartacus" dans la plupart de ces révoltes; elle se solidarisa expressément avec cette révolte⁹ qui éclata à propos de retenues sur la solde; mais quand des représentants de la division de la marine populaire déclarèrent dans le "Vorwärts" qu'ils n'avaient rien à voir avec la Ligue-"Spartacus", la "Rote Fahne" ne put pas démentir et il ne lui resta plus qu'à se rassurer elle-même : « Nous ne sommes pas inquiets : l'esprit de cette troupe est malgré tout l'esprit de notre esprit, de l'esprit de la révolution sociale mondiale »¹⁰. Du fait de l'absence objective d'influence sur des insurrections de ce type, il ne restait à la Ligue-"Spartacus" à ce moment-là que l'espoir qu'elles guideraient objectivement le processus historique dans la direction de la seconde révolution, la révolution sociale. Le potentiel d'agitation de la Ligue-"Spartacus" – abstraction faite de son nombre d'adhérents qui augmentait certes rapidement mais qui était cependant faible en comparaison avec celui des deux autres partis ouvriers¹¹ – était resté bas du fait du manque d'intégration organisationnelle dans l'Empire et du grand nombre correspondant de projets tactiques locaux et régionaux différents. Pour autant que l'on puisse découvrir des continuités dans l'attitude prise par rapport aux actions prolétariennes de grande envergure, qui selon le cas se produisirent et cessèrent dans des conditions particulières, durant la phase qui va de novembre 1918 à mai 1919 et par la suite, deux tendances apparaissent dans le communisme allemand. La première se réclamait directement du programme "Spartacus" de Rosa Luxemburg dans lequel il était dit – par voie de conséquence fondamentale des prémisses de la spontanéité des radicaux de gauche – que la Ligue-"Spartacus" « ne prendrait jamais le pouvoir gouvernemental autrement que par la volonté claire, non ambiguë, de la grande majorité des masses prolétariennes dans l'ensemble de l'Allemagne »¹²; étant donné que « l'approbation consciente de la manière de voir, des buts et des méthodes de lutte, de la Ligue-"Spartacus" »¹³ qui était exigée d'elles n'existait pas en attendant dans le prolétariat, cette tendance prévoyait – comme Rosa Luxemburg l'avait déjà dit au Congrès constitutif du KPD(S) – un long chemin pour la révolution allemande¹⁴. Pour ce qui concerne l'attitude pratique immédiate de la Ligue-"Spartacus", cette minorité de l'organisation, qui s'exprimait en particulier dans la "Rote Fahne", en concluait qu'il fallait voir des putschs, qui étaient par principe à rejeter, dans les tentatives « de prendre le pouvoir dans certains centres avancés »¹⁵ tandis que le prolétariat en tant que classe ne manifestait pas encore la volonté d'établir la dictature. Cette minorité, qui était représentée notamment par Rosa Luxemburg, Leo Jogiches et Paul Levi, entra cependant dans un difficile conflit de situation en ce qui concerne les luttes qui éclataient pour la plupart spontanément; elle se trouva devant la contradiction suivante : une fois la lutte ayant éclaté, selon le cas, « elle s'aggrave objectivement jusqu'à poser la question de la prise révolutionnaire du pouvoir, mais

⁸ Voir à ce sujet les observations pertinentes chez Eric Waldmann, *opus cité*, p. 161 sq.

⁹ "Die rote Fahne", 1^o année (1918), n^o 40 : *Krieg gegen die Revolution* [La guerre contre la révolution]. Il y est question de division de la marine populaire en tant que « soutien le plus fidèle de la révolution prolétarienne ».

¹⁰ "Die rote Fahne", 2^o année (1919), n^o 2 : *Absage an Spartakus* [Le non à Spartakus].

¹¹ Eberhard Kolb (*Die Arbeiterräte...* p. 47) estime la force de la Ligue Spartacus à la fin de la guerre à environ 1000 membres actifs, et, selon des indications officielles du parti, le KPD(S) comptait en mars 1919 90 000 membres (voir Ossip K. Flechtheim, *opus cité*, p. 236). Le nombre d'adhérents de l'USPD passa de 100 000 en novembre 1918 à 300 000 en février 1919 (Heinrich Ströbel, *opus cité*, p. 102). Le SPD quant à lui comptait plus d'un million de membres en 1919.

¹² *Was will der Spartakusbund ?* [Que veut la Ligue Spartacus ?], cité dans : O. K. Flechtheim, *opus cité*, p. 245.

¹³ *Ibidem*.

¹⁴ *Ibidem* où il est à nouveau question du « chemin du Golgotha des amères expériences à travers défaites et victoires ».

¹⁵ "Die rote Fahne", 2^o année (1919), n^o 19 : *Von den Putsch und den Putschisten* [Du putsch et des putschistes].

ni les circonstances ni les hommes ne sont mûrs pour cela »¹⁶. Dans cette situation, les meilleurs représentants de cette tendance décidèrent instinctivement que l'on ne pouvait pas abandonner ces luttes à elles-mêmes et ils se prononcèrent aussi contre toute raison, afin de prévenir le reproche de lâcheté, pour la participation personnelle; ils furent finalement entraînés par leurs partisans radicaux et ils y laissèrent la vie. Rosa Luxemburg, qui critiqua¹⁷ violemment la participation de Karl Liebknecht et de Wilhelm Pieck au plan de renversement de l'État au soir du 5 janvier 1919, plan que les chefs révolutionnaires berlinois et la direction de l'USPD avaient conçu sous l'influence des manifestations de masse gigantesques en faveur du président USP de la police de Berlin révoqué, ne put se résoudre¹⁸ à prendre la fuite hors de Berlin à l'occasion de l'écrasement sanglant du soulèvement berlinois de janvier¹⁹; elle fut abattue désarmée, avec Karl Liebknecht, le 15 janvier 1919 par les troupes de la Reichswehr. De la même façon, Leo Jogiches, le plus important organisateur de la Ligue-"Spartacus" et du KPD(S), et le collaborateur le plus proche de Rosa Luxemburg, trouva la mort le 10 mars 1919 en se joignant à une grève générale²⁰ à Berlin qui se transforma contre la volonté de la centrale du KPD(S) en insurrection.

Si l'on considère la seconde tendance dans le jeune KPD, ce qui frappe c'est la forte représentation des forces qui proviennent de la tradition des IKD et en même temps l'absence presque complète de programme des personnalités dirigeantes qui font de l'agitation en divers lieux de l'Empire et dont les conceptions de la révolution étaient considérablement différentes de celles de la centrale berlinoise. C'est ici que passent, dans le KPD(S) de la première année, les frontières entre la minorité autour de Rosa Luxemburg et la majorité communiste de gauche, de la même façon qu'elles étaient déjà devenues manifestes lors du Congrès constitutif sur les questions du parlementarisme et du centralisme. La majorité, quand Rosa Luxemburg s'adressa à son représentant, à savoir Otto Rühle, lors du Congrès constitutif, voyait le tout prochain pas de la révolution bourgeoise à la révolution sociale immédiatement devant elle; pour elle, la révolution était pour ainsi dire immédiatement au coin de la rue et elle essayait de mener plus loin chaque révolte de grande envergure sous le signe de la lutte finale. Karl Liebknecht penchait nettement vers cette tendance; sa participation à la formation et aux délibérations du comité révolutionnaire durant l'insurrection berlinoise de janvier 1919 se fit pratiquement sans aucun contact avec la direction du parti²¹. Surtout hors de Berlin, où l'influence de la centrale du KPD était faible, de grandes fractions de partisans de "Spartacus" prouvèrent qu'elles étaient extrêmement pressées d'agir; des porte-parole de "Spartacus"

¹⁶ "Die rote Fahne", 2^e année (1919), n^o 37 : *Bayern* [Bavière].

¹⁷ Voir Paul Fröhlich : *Rosa Luxemburg*, p. 172. En particulier le rapport sur la position de Rosa Luxemburg sur les combats de janvier à Berlin à partir des informations épistolaires de Leo Jogiches à Clara Zetkin. Rosa Luxemburg prévoyait tout au plus comme résultat optimal de l'insurrection de janvier une espèce de "Commune de Berlin" avec toutes les phases de développement, jusqu'à la fin sanglante de l'exemple français. Voir aussi Eric Waldmann, *opus cité*, p. 185 sq.

¹⁸ Arthur Rosenberg (*Geschichte* p. 61) explique son « obéissance vis-à-vis de la majorité de l'organisation, sa participation à l'action insensée de Janvier où elle a voulu faire confiance à son organisation, et finalement le refus de fuir qu'elle paya de sa vie, par certains vestiges d'"honorabilité" petite-bourgeoise » ; il oppose son comportement à celui de Lénine durant l'été 1917, lequel s'enfuit sans hésiter en Finlande dans une situation semblable.

¹⁹ D'après le travail d'Eric Waldmann, l'on devrait éviter, dans l'emploi scientifique du langage, le nom d'insurrection spartakiste pour les combats berlinois de Janvier. Waldmann (*opus cité*, p. 192) résume : « Indeed, it was a strange twist of history which gave the January Uprising the name of that left wing opposition group within the German socialist movement which officially had nothing to do with starting insurrection and which became connected with it only to maintain "proletarian solidarity" » [En effet, c'est un étrange coup de théâtre de l'histoire qui a donné à l'insurrection de Janvier le nom de ce groupe de l'aile gauche dans le mouvement socialiste, un groupe qui n'a eu officiellement rien à voir avec le lancement de l'insurrection et qui ne s'est joint à lui uniquement par souci de maintenir l'"unité prolétarienne"].

²⁰ Voir à ce sujet O. K. Flechtheim.

²¹ Voir Eric Waldheim, *opus cité*, p. 186.

devenus populaires en raison de leur opposition courageuse au cours de la guerre, se firent entendre, en particulier durant les mouvements de grève et d'émeute qui eurent lieu en réaction à l'écrasement de l'insurrection berlinoise de janvier. Quelques exemples de personnalités qui rejoignirent plus tard le KAPD : le journaliste Karl Minster²², après s'être fait un nom durant la guerre en éditant illégalement "Der Kampf", l'organe radical de gauche de Duisburg qui était largement indépendant de la Ligue-"Spartacus" de Berlin, se mit en évidence de manière déterminante de 1918 à 1920 dans les révoltes de la Ruhr dans le sens de l'opposition de gauche du KP. À Brunswick, le tailleur August Merges²³, qui, en tant qu'expéditionnaire du "Volksfreund", était à la tête depuis 1915 d'un "club révolutionnaire" local avec l'ex-anarchiste et futur adhérent de l'USP Sepp Oerter, et avec le membre de "Spartacus" August Thalheimer, prépara déjà sur place le 3 novembre 1918 le mouvement révolutionnaire dans une manifestation de masse de l'USP et, en tant que président du conseil ouvrier, força le 8 novembre 1918 le duc régnant à la démission; il fut élu président de la République de Brunswick et il plaça son ambition, jusqu'au remplacement de son gouvernement des conseils par le Landtag élu, dans une sorte d'édification locale de dictature du prolétariat²⁴ qui fut refusée par la centrale berlinoise.

Un coup d'œil sur les porte-parole communistes, qui étaient arrivés au parti en provenance du mouvement des ISD ou des IKD, montre combien la conduite des directions locales du KP était différente et avant tout non coordonnée en d'autres lieux de l'Empire. Ces forces se signalaient en général, pratiquement et théoriquement, par un désir d'action toujours aussi fort. En décembre 1918, Johann Knief critiqua dans le "Kommunist" de Brême le "mouvement berlinois", c'est-à-dire la centrale-"Spartacus", à cause de son refus officiel de la terreur dans le combat révolutionnaire²⁵; il lui reprocha de se limiter à l'agitation qui enflamme et il se solidarisa encore à nouveau²⁶ avec les méthodes de lutte des bolcheviks²⁷ – qui incluaient la terreur collective –. Il essaya de pratiquer à Brême, avec un engagement personnel très fort (et sans les réserves de la centrale berlinoise à l'égard des luttes qui éclatent localement), une « politique consciemment révolutionnaire »²⁸. Knief détint une position dirigeante dans la République des conseils proclamée à Brême le 10 janvier 1919 par l'USPD et le KPD, sous l'effet direct des événements de Berlin et soutenue pendant à peine un mois²⁹; la possibilité d'exercer une influence idéologique sur les masses ouvrières en révolte existait en effet à Brême plus qu'ailleurs du fait de la position agressive des anciens cadres des IKD, mais elle se révéla être très superficielle à l'égard des forces de la pure révolte (par exemple dans le

²² Karl Minster, né le 25/12/1873 à Edenboken (district de Landau) rédigeait depuis 1913 le "Niederrheinische Arbeiterzeitung" à Duisbourg et à partir de 1916 le "Kampf" dans le sens des radicaux de gauche, qu'il a continué à faire paraître en 1918 à Amsterdam ; durant la guerre, procédure pour haute trahison ; sous différents pseudonymes, agitation radicale de gauche dans la Ruhr ; ensuite déménagement à Francfort-sur-le-Main et activité dans l'opposition de gauche du KPD(S) et finalement membre du KAPD. Voir *Pol. Akten der Reg. Düsseldorf*, n° 15032/330, compléments.

²³ Voir l'Appendice biographique.

²⁴ Voir à ce sujet les détails chez : E. A. Roloff : *Braunschweig und der Staat von Weimer* [Brunswick et l'État de Weimar], Brunswick 1964, p. 26-38.

²⁵ Voir "Der Kommunist" (Brême), 1^o année (1918), n° 3. Voir aussi ; *Illustrierte Geschichte*, p. 335.

²⁶ Voir "Der Kommunist" (Brême), 1^o année (1918), n° 2, 6, 7, 8, etc.

²⁷ Après la solidarisation avec le programme de Zimmerwald de Lénine, ceci était un autre acte d'accord tactique avec les bolcheviks. Mais cela ne doit pas inciter à penser que les IKD auraient été une sorte de fraction bolchevique dans le KPD ; à part les deux points désignés, ils n'avaient réellement presque rien en commun avec les bolcheviks ; leurs idées spontanéistes étaient même en contradiction aiguës avec la conception élitiste du parti de Lénine.

²⁸ *Illustrierte Geschichte*, p. 334.

²⁹ Voir à ce sujet l'exposé écrit de manière partielle avec la vision de la social-démocratie majoritaire, mais riche en matériaux : Paul Müller/Wilhelm Breves, *Bremen in der deutschen Revolution vom November 1918 bis März 1919* [Brême dans la Révolution de novembre 1918 à mars 1919], Brême 1919.

soi-disant putsch de Jörn le 20 janvier 1920)³⁰. Paul Fröhlich, un camarade IKD de Knief, était apparu en position de porte-parole dans le mouvement révolutionnaire de Hambourg en novembre 1918³¹ et il se trouva, après son élection à la centrale du KPD, en opposition avec l'attitude qui était imprimée à celle-ci par Rosa Luxemburg. C'est vraisemblablement en raison de cette position particulière³² qu'il fut envoyé en avril 1919 par la centrale berlinoise à la République des conseils de Munich, et il se battit ensuite pour que les communistes de Munich travaillent aux côtés de l'USP dans la deuxième République des conseils, malgré la critique de son propre parti³³ laquelle provenait des cercles qui entouraient Paul Levi. Fröhlich décrit l'influence réelle du KP dans les événements de Bavière : l'état d'esprit des masses était devenu favorable au KP en tant que parti révolutionnaire. « Mais l'organisation du parti communiste n'était pas forte et elle ne disposait pas jusqu'alors d'une discipline absolument sûre, et en outre nos principes tactiques n'étaient pas vivants dans les masses et la compréhension du degré de développement révolutionnaire n'était pas profonde »³⁴. C'est une caractérisation des possibilités d'influence du jeune KPD sur les actions de masse qui est exacte aussi, dans une forme plus ou moins atténuée, dans les autres parties de l'Empire. À Berlin, le chef IKD local et collaborateur à la "Arbeiterpolitik" de Knief, le poète ouvrier Werner Möller, démontra son empressement à agir dans sa participation en tant que dirigeant à l'occupation de l'immeuble du "Vorwärts" le 5 janvier 1919, une entreprise des masses ouvrières révoltées qu'il fallait comprendre de manière prédominante comme une action spontanée de protestation contre la social-démocratie majoritaire; après que l'immeuble du "Vorwärts" fut tombé sous le feu d'artillerie des troupes de la Reichswehr dans la nuit du 10 au 11 janvier 1919, Möller, en tant que parlementaire, fut abattu avec d'autres défenseurs³⁵. Les IKD de Dresde, sous la direction d'Otto Rühle, qui – devenu populaire grâce à son spectaculaire refus parlementaire des crédits de guerre – avait fait partie en novembre 1918 des porte-parole radicaux qui avaient déposé la maison princière de Saxe, prirent bientôt d'autres chemins tactiques que les "Communistes Internationaux" de Brême et de Berlin; déjà le 16 novembre 1918, ils sortirent du conseil ouvrier et de soldats local au motif que l'expérience d'une semaine avait démontré que les tendances contre-révolutionnaires du SPD et de l'USPD étaient inconciliables avec les communistes révolutionnaires³⁶. C'est ainsi que les communistes de Dresde s'isolèrent des actions de masse à venir dans lesquelles le KP ne pouvait rien, ici comme ailleurs, sans le plus grand potentiel de l'USPD. À Hambourg par contre, les deux porte-parole radicaux Laufenberg et Wolffheim, qui tous deux avaient été à la pointe du mouvement révolutionnaire local en novembre 1918³⁷, se conduisirent autrement; guidés par l'idée que l'on devait tout faire pour éviter la guerre civile dans l'Allemagne vaincue et avec l'objectif de continuer la guerre au côté de la Russie soviétique et contre les puissances impérialistes de l'Entente³⁸, ils condamnèrent par exemple les combats berlinois de janvier comme un « putsch de janvier sans sens et sans

³⁰ Voir *ibidem*, p. 85 sq.

³¹ Voir détails dans : Richard Bünemann, *Hamburg in der deutschen Revolution von 1918/19* [Hambourg dans la Révolution de 1918/19], thèse de doctorat Hambourg 1951, p. 114.

³² Laufenberg et Wolffheim supposaient que la Centrale de Berlin avait envoyé Fröhlich à Munich parce que « c'était lui qui convenait à l'époque le moins à cette Centrale, qu'il lui était suspect à cause de sa provenance du mouvement radical de gauche, et par conséquent qu'il semblait le plus approprié pour se discréditer lourdement ». Heinrich Laufenberg/Fritz Wolffheim, *Moskau und die deutsche Revolution ; eine kritische Erledigung der bolchewistischen Methoden* [Moscou et la Révolution allemande. Un éreintement en règle des méthodes bolcheviques], Hambourg sans date, p. 22.

³³ Voir à ce sujet le texte de Paul Fröhlich sous pseudonyme : Paul Werner, *Die Bayerische Räte-Republik, Tatsachen und Kritik* [La République des conseils de Bavière, faits et critique], Leipzig 1920.

³⁴ *Ibidem*, p. 17.

³⁵ Voir *Illustrierte Geschichte*, p. 288. Voir aussi la nécrologie de Werner Möller dans : "KAZ" (Berlin), 3^e année (1922), n° 3.

³⁶ *Illustrierte Geschichte*, p. 217.

³⁷ Voir détails dans : Richard Bünemann, *opus cité*, p. 87 sq. et 123 sq.

³⁸ Voir plus loin le paragraphe sur l'orientation du national-bolchevisme dans le KAPD.

but »³⁹ et ils agirent pratiquement à Hambourg dans leur sens national-bochevick, sans mettre ce programme au centre de leur agitation dans la première moitié de l'année 1919. Ce coup d'œil rapide suffira peut-être à justifier que la tendance activiste dans le communisme allemand de la première moitié de l'année était tout autre qu'homogène et systématique; ses représentants furent actifs dans toutes les grandes révoltes de masse et au milieu des masses ouvrières qui s'identifiaient de manière prédominante à la position de l'USPD, mais ils ne furent nulle part couronnés de succès; du point de vue du contenu, ils n'avaient plus en commun que la conviction de l'imminence ou de l'accessibilité immédiate de seconde révolution, la révolution sociale.

L'autre tradition du radicalisme de gauche allemand, la ligne anarchiste et syndicaliste révolutionnaire, eut elle aussi un nombre considérable de victimes durant cette phase de la République de Weimar et elle enregistra peu de succès au regard de ses efforts d'agitation. L'exemple remarquable de l'engagement pratique à l'intérieur de l'anarchisme allemand est la participation de Gustav Landauer et de son adepte Erich Mühsam à la révolution bavaroise du 6 avril 1919, qui introduisit la première République des conseils de Munich. Landauer prit part en tant qu'anarchiste à la direction d'une structure étatique, manifestement non pas sous la pression abstraite de ses théories, qui – comme cela a été montré antérieurement⁴⁰ – ne reconnaissaient pas la conception d'un cours historique qui ne progresserait dialectiquement que par des révolutions, mais sous l'effet de l'excitation sociale générale⁴¹. Son influence sur Ernst Toller, le chef officiel de la première République des conseils de Munich, fut forte, mais son action idéologique sur la résolution des questions pratiques quotidiennes, qui se posaient à la République des conseils, fut tout à fait insignifiante. Lors de l'entrée des communistes dans la seconde République des conseils, il se retira immédiatement et, résigné, il établit que la structure de l'État qui était maintenant défendue n'était son œuvre que pour une part très faible, « une œuvre de chaleur et d'élan, de culture et de renaissance »⁴². Cette prise de distance n'empêcha pas Landauer d'être abattu désarmé le 2 mai 1919 par la contre-révolution militaire; Erich Mühsam et Ernst Toller furent condamnés à de longues années de détention dans une enceinte fortifiée. Au premier coup d'œil, l'autre branche du vieux radicalisme de gauche, la "Fédération Libre" des syndicalistes révolutionnaires allemands, semble avoir eu, dans la phase qui va de novembre 1918 à mai 1919, plus de succès, du moins régionalement, que le KP allemand. La possibilité d'exercer une influence ne résida pas principalement pour elle dans l'agitation de porte-parole radicaux éminents de la classe ouvrière, mais dans la justification et la revendication théoriques de l'effort personnel direct qui était pratiqué spontanément dans les grèves et les insurrections; plus que n'importe lequel des autres courants dans le mouvement ouvrier, les syndicalistes révolutionnaires avaient approfondi et propagé les méthodes de l'action directe. Du fait de cette coïncidence et du fait de la présence précoce de ses cadres d'avant-guerre dans les grèves et les insurrections depuis novembre 1918, la "Fédération Libre" possédait une position étonnamment forte dans la région de la Ruhr; ces conditions existaient assurément aussi pour elle dans d'autres parties de l'Empire – en particulier dans les grandes villes et dans la région industrielle de l'Allemagne centrale –, mais l'organisation ne s'établit nulle part aussi solidement que dans la région de la Ruhr où elle était déjà représentée le plus vigoureusement avant la guerre mondiale, abstraction faite de Berlin. Déjà en décembre 1918,

³⁹ Heinrich Laufenberg/Fritz Wolffheim, *Moskau und die deutsche Revolution*, p. 20.

⁴⁰ Voir à ce propos précédemment le paragraphe sur la critique par Gustav Landauer de la social-démocratie allemande.

⁴¹ Voir à ce sujet Paul Fröhlich (Paul Werner, *Die Bayerische Revolution*, p. 19) : « Landauer était un anarchiste, et donc un individualiste et un ennemi de l'État, et par conséquent il était inadapté pour la direction d'un État. À cause de la révolution, de laquelle il s'était approché avec des raisonnements éthiques-putschistes, il était entré en conflit avec sa conception fondamentale... ».

⁴² Cité dans : Helmut Rüdiger entre autres, *Gustav Landauer*, p. 38.

l'agitation de la "Fédération Libre" eut une forte résonance dans les grèves locales⁴³ qui allaient bientôt s'étendre; pendant une grève des mineurs des puits d'extraction du Konzern Thyssen à Hamborn, qui éclata le 18 décembre 1918, Carl Windhoff⁴⁴ par exemple, et d'autres représentants de la "Fédération Libre", furent déjà salués comme des connaissances; leurs discours très applaudis recommandaient aux ouvriers de se séparer de leurs organisations syndicales antérieures et de « faire passer leurs revendications par l'action directe, c'est-à-dire par la cessation du travail et, si l'on ne pouvait plus rien obtenir par ce moyen, par le sabotage »⁴⁵. Les éléments très radicaux de ce mouvement de grève, qui se transforma en insurrection et au cours duquel des représentants de la direction de la mine furent arrêtés, se servirent de ces recommandations comme d'un moyen théorique séduisant pour étayer leur pratique. Comme alternative aux vieux syndicats de mineurs, l'étiquette "Fédération Libre" devint pour les forces les plus activistes une marque de qualité révolutionnaire, et ils essayèrent avec des moyens parfois brutaux d'obliger les travailleurs à entrer dans cette organisation. Dans les charbonnages de Hamborn, qui marchaient en tête ici comme dans d'autres cas et que d'autres localités industrielles de la Ruhr suivaient, les activistes radicaux de gauche se mirent, comme on peut en faire la preuve, à partir de mars 1919 à poser des exigences sous forme d'ultimatum du type suivant aux ouvriers qui n'étaient pas organisés dans la "Fédération Libre" :

« Par la présente, les membres du personnel de la fosse II 5 appartenant à la Fédération Libre exigent de tous ceux qui ne se sont pas encore affiliés à la Fédération Libre de la rejoindre immédiatement, et ceci doit avoir lieu au plus tard le 3 avril 1919. Celui qui ne fera pas partie de la Fédération Libre à cette date devra quitter les lieux de travail. »⁴⁶

Et effectivement, dans plusieurs fosses de mine, les ouvriers qui n'avaient pas adhéré à la "Fédération Libre" furent empêchés d'entrer⁴⁷. L'afflux de masse à la "Fédération Libre" ne fut cependant pas le résultat d'un recrutement forcé de ce type; il ne débuta précisément qu'en raison de la déception de beaucoup de mineurs par rapport à la répression de la grande grève générale d'avril 1919. C'est par la symbiose, que nous avons montrée, entre les fractions activistes de la classe ouvrière et la "Fédération libre" que les mots d'ordre de cette organisation, qui, avant la création à la fin mars 1919 de la "Allgemeine Bergarbeiter-Union" [Union Générale des Mineurs], était, avec un programme propre et avec davantage qu'une importance locale, la seule alternative aux anciennes fédérations syndicales, jouèrent un rôle dans presque toutes les insurrections locales qui éclatèrent également dans la Ruhr, en particulier après l'insurrection berlinoise de janvier. Mais il ne fallait pas attendre une consolidation durable de la "Fédération Libre", étant donné le caractère superficiel de l'adhésion émotionnelle aux mots d'ordre de cette organisation; en effet, dans la région de la Ruhr⁴⁸, toutes les tendances oppositionnelles de la FAUD, qui est issue d'elle, s'en iront ensuite; les forces complètement différentes qui s'étaient rassemblées temporairement sous l'étiquette

⁴³ Voir à ce sujet l'exposé : Petre von Oertzen, *Die grosse Streiks der Ruhr-Bergarbeiterschaft...* (loc. cit.).

⁴⁴ Carl Windhoff, né le 8/11/1872 à Düsseldorf, carreleur qualifié, a été l'un des premiers membres de la "Fédération Libre" dans la Ruhr; activité de premier plan durant la guerre pour maintenir le cadre de l'organisation; participation décisive à la fondation de la FAU de la Rhénanie-Westphalie en septembre 1919; après 1921 temporairement journaliste à la "Schöpfung", l'organe oppositionnel de la FAUD pour la Rhénanie-Westphalie; 1922 à ce que l'on sait contacts avec le KPD; il mourut avant la fin de la Seconde Guerre mondiale. *Pol. Akten der Reg. Düsseldorf*, n° 15849/2 et 3, compléments

⁴⁵ *Pol. Akten der Reg. Düsseldorf*, n° 15032/12.

⁴⁶ Extrait d'un avis à toutes les syndicats des mines de Hamborn de la part de la direction du district de la "Fédération libre" dans : *Pol. Akten der Reg. Düsseldorf*, n° 15034/48.

⁴⁷ Voir par exemple concernant de telles pratiques : *Pol. Akten der Reg. Düsseldorf*, n° 1503442/45 et /168.

⁴⁸ Voir à ce sujet plus loin le paragraphe sur la fondation et le développement de la FAUD.

de "Fédération Libre" allaient bientôt se séparer à nouveau. La présence particulièrement forte de la "Fédération Libre" dans les révoltes sociales de la Ruhr au cours la première moitié de l'année après la Révolution de Novembre conduisit à la prédominance de cette organisation sur le jeune KPD(S) dans cette région; des porte-parole connus des syndicalistes révolutionnaires et des communistes se reconnaissaient indistinctement sous l'appellation de "Fédération libre" qui apparaissait parfois avec l'ajout entre parenthèses de "Ligue Spartacus"⁴⁹. L'unité d'action radicale de gauche⁵⁰ de novembre 1918 à avril 1919 exista dans la Ruhr à un degré particulièrement important chez les membres de l'organisation communiste et syndicaliste révolutionnaire, même si, à l'occasion, des actions – comme la grève générale décidée en février à Mülheim, qui ne fut pas soutenue par la direction du KP, mais qui ne fut aidée du point de vue organisationnel que par le "Fédération Libre"⁵¹ – furent désavouées par la centrale de Levi comme une « absurdité syndicaliste révolutionnaire »⁵². La grande grève générale des mineurs, qui commença le 30 avril 1919 et qui réunit parfois 75% des mineurs de la Ruhr, fut soutenue par la "Fédération Libre", en commun avec la KPD et l'USPD⁵³; ce n'est qu'après la répression de cette action, la plus grande et la dernière dans la série des combats menés dans le secteur de la Ruhr de manière sanglante et par la force des armes de la première phase de la révolution allemande, que la "Fédération Libre" commença à poser les bases organisationnelles de sa concurrence avec le KPD(S)⁵⁴.

⁴⁹ Voir par exemple l'allocation de l'agitateur Heiling du 16/12/1918 dans : *Pol. Akten der Reg. Düsseldorf*, n° 15032/15 et /19.

⁵⁰ Peter von Oertzen note à l'occasion à juste titre (*Die grosse Streiks...*, *loc. cit.*, p. 240) qu'il est inexact de qualifier tout simplement les forces à l'œuvre dans les révoltes de la Ruhr de "spartakistes".

⁵¹ Voir Peter von Oertzen, *Die grosse Streiks...loc. cit.* p. 24. Voir aussi Manfred Dörnemann, *Die Politik des Verbandes der Bergarbeiter Deutschlands von der Novemberrevolution 1918 bis zum Osterputsch 1921 unter besonderer Berücksichtigung der Verhältnisse im rheinisch-westfälischen Industriegebiet* [La politique de la Fédération des mineurs d'Allemagne de la Révolution de Novembre 1918 au putsch de Pâques 1921, compte tenu particulièrement de la situation dans la région industrielle de la Rhénanie-Westphalie], thèse de doctorat Wurtzbourg 1965, Bochum sans date, p. 99 sq.

⁵² Voir "Die rote Fahne", 2^e année (1919), p. 41.

⁵³ Voir à ce sujet la série d'articles dans : "Der Syndikalist", 1^e année (1919), n° 16 à 20 : *Der Generalstreik im Ruhrrevier* [La grève générale dans la Ruhr].

⁵⁴ Voir plus loin le paragraphe sur la fondation de la FAU de la Rhénane-Westphalie.